

J. Fosty

LES RESEAUX BELGES DE FRANCE

ESSAI SUR L'HISTOIRE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT
ET D'ACTION BELGES DE FRANCE
DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

INTRODUCTION

Trois à quatre mille Français ont servi la cause de la liberté dans les S.R.A. (Services de Renseignement et d'Action) belges, durant la seconde guerre mondiale. La plupart d'entre eux, trois mille à trois mille cinq cents, ont participé à l'action des réseaux belges implantés en territoire français ou des secteurs français de réseaux belges implantés en Belgique. Les autres ont servi en Belgique.

La coopération franco-belge a commencé dès juin 1940. Elle est née en même temps aux deux extrémités de la France, mais avec une vigueur plus grande dans le Nord, ce qui s'explique par la géographie, l'histoire, les affinités et les conditions mêmes de la guerre. Tout le mouvement des réseaux pour se relier au monde libre, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne, s'est donné en direction du sud. La voie habituellement suivie traversait la France et les Pyrénées. Les évasions par le Nord sont rarissimes (1) et les liaisons de courrier se sont faites par la France, en règle générale. Trois lignes ont fonctionné avec la Suisse, mais elles n'ont joué qu'un rôle secondaire. La grosse masse des courriers et des évadés a suivi la route terrestre du nord au sud de la France, d'un bout à l'autre de la guerre. Les liaisons de Londres avec le « terrain » (2) se sont faites en grande partie aussi par la France, à l'exception des liaisons

(1) D'après le témoignage d'un évadé par le nord, l'écrivain Louis Musin, on ne compte guère que 75 Belges qui soient arrivés clandestinement en Suède. Le troisième groupe, où se trouvait Musin qui s'engagea dans la Brigade Piron, arriva en Suède, en décembre 1942. Ce n'est qu'en 1944 qu'un poste belge fut établi dans ce pays par le major Pierre Vandermies, envoyé de Londres.

radio-télégraphiques qui, elles, devaient nécessairement avoir leur terminus près des états-majors de réseaux. Mais, les parachutages d'hommes, le *pick-up* (enlèvement d'hommes ou de courrier par avion) et le *mail-pick-up* (enlèvement du courrier par avion sans atterrissage) ont lieu surtout en France (3). Les conditions géographiques, la densité de la population, entre autres, étaient plus favorables qu'en Belgique à ces opérations.

Les concours dont ont bénéficié les S.R.A. belges en France n'ont pas été tous recensés après la guerre et ils ne pourront pas l'être de manière certaine, si bien que les chiffres officiels fournis par l'organe dont dépendaient les réseaux, la Sûreté d'Etat belge (4), sont inférieurs à la réalité. En 1954, la S.E. (5) donnait le nombre de 3.126 agents S.R.A. homologués F.F.C. (Forces Françaises Combattantes) pour les réseaux *Sabot*, *Delbo-Phénix*, *P.C.C.*, *Ali-France*, et pour les sous-réseaux ou secteurs de *Comète* (France) et de *Marc* (France) qui sont les principaux. Cet état ne comprend pas tous les agents de *Benoît*, ceux de secteurs ou de réseaux belges passés au B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action des Forces Françaises Libres) comme *Reims* et *Coty*, ceux du réseau *Pat O'Leary* et de missions dépendant directement comme celui-ci d'une autorité britannique, mais commandés par des Belges. Si donc, il fallait recenser, sans distinction de nature nationale, toutes les formations de renseignement, d'action et d'évasion dirigées par des Belges en France et y ajouter les concours occasionnels ou même permanents, mais perdus de vue, à cause d'arrestations, les effectifs dépasseraient probablement 3.500 pour la France et le nombre total des Français qui ont servi sous un chef ou un commandement belge, en France et hors de France, en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, ne descendrait pas au-dessous de 4.000.

En considérant le nombre de 21.000, donné par les services de la Défense Nationale comme l'effectif total des S.R.A. pour les cinq catégories du statut — ce qui exclut les concours occasionnels —, les réseaux belges de France comptent pour le sixième des forces du Corps des Agents de Renseignement et d'Action.

Les agents classés P2 (c'est-à-dire permanents et n'ayant pas eu d'autre activité que clandestine) par la *France-Combattante* sont au nombre de 593 dont 216 sont morts à l'ennemi (6). Le nombre des morts, des déportés et

(2) En langage de réseau, le terrain désigne le théâtre des opérations par opposition à Londres, le quartier-général. Londres peut tout aussi bien signifier la *Sûreté de l'Etat*, ou le gouvernement belge que l'ensemble des services alliés qui s'y trouvent. Nous employons ce terme dans les différents sens ; le contexte les éclaire. Le terrain ou les hommes du terrain ne désignent jamais l'ennemi, mais les agents des réseaux ou Services de Renseignement et d'Action.

(3) En abrégé P.U. (*pick-up*) et M.P.U. (*Mail pick-up* ou ramasse messages).

(4) La S.E. a été à la fois l'organe opérationnel et administratif des réseaux. Elle en a assuré la liquidation après la guerre, en application de l'arrêté-loi du 16.02.46 (Moniteur du 27 mars) réglant le statut du Corps des Agents de Renseignement et d'Action. Elle était alors rattachée à la Défense Nationale. L'arrêté-loi susdit modifie en l'amplifiant, un arrêté pris à Londres pour le même objet, le 1^{er} septembre 1944, et qui lui-même modifiait un arrêté du 20 janvier 1944.

(5) Document signé de l'Administrateur de la S.E. et adressé à l'organe liquidateur français de la *France Combattante*.

(6) D'après le document officiel de la Sûreté de l'Etat de 1954.

internés atteint 441. En fin de compte, 150 hommes seulement de cette catégorie ont été classés « intacts », d'après le même document. La catégorie P2 comprend la plupart des membres des états-majors de réseaux. Leurs pertes ont été beaucoup plus lourdes, leurs responsabilités les exposaient forcément à une existence plus menacée. Les chefs de *Sabot* et de *Phénix* ont fini la guerre dans les camps de concentration. Le deuxième chef du P.C.B. - P.C.C. (7) a été gazé à Mauthausen. L'un des deux chefs-fondateurs de *Zéro-France* est mort dans un camp. Le chef du réseau *Coty* et le dernier chef du service « colis » ont été fusillés. Six radios sont tombés aux mains de l'ennemi ; un septième a été fusillé ; un huitième a été abattu avec l'avion qui l'amenait en France.

Les réseaux belges de France et les secteurs français de réseaux belges ont opéré dans toute l'étendue du territoire français. Les régions les plus travaillées diffèrent d'une époque à l'autre. Le Nord, la région parisienne, le Midi et l'Ouest ont reçu la plus forte implantation et connu la plus grande activité de ces réseaux.

L'histoire des réseaux de renseignement belges de France peut être divisée en trois périodes. La première commence à l'époque de l'Appel du Général de Gaulle (18 juin 1940) et va jusqu'au parachutage de Pierre Bouriez (10 octobre 1941). Elle est caractérisée par un mouvement d'allées et venues, de recherches de passages et par la formation de *Benoît*. La seconde finit avec l'arrestation de *Sabot* (23 janvier 1943). Elle voit se constituer et se développer *Sabot* et le P.C.B., principalement. La troisième période qui finit à la libération, est marquée par l'action du P.C.C., de *Zéro-France*, de *Delbo-Phénix* et d'*Ali-France*. De tous ces réseaux seul *Zéro-France* se consacrera exclusivement au renseignement et ne participera pas à l'évacuation des hommes et des courriers.

PREMIERE PERIODE

Les premières formations S.R.A. et *Benoît*

La première période de l'histoire des S.R.A. belges de France s'ouvre avec l'entrée en action, dans le Midi, d'éléments isolés et de groupes belges au sein desquels apparaît, au printemps 1941, le réseau *Benoît*, et dans le Nord, des groupes français qui, à partir de l'automne 1940, travaillent en contact avec des réseaux de Belgique, puis, dès le début de 1941, dans le cadre de ceux-ci, principalement de *Zéro*. Des groupes du Nord sortiront *Ali-France* et *Zéro-France* ; leur concours contribuera, à la fin de 1941, à l'action de *Sabot* et surtout du P.C.B. - P.C.C.

Cette période est confuse et mouvementée. Les premiers temps sont remplis

(7) P.C.B. ou Poste de Commandement Belge. P.C.C. ou Poste Central des Courriers.

de va-et-vient entre la Belgique, le Nord de la France et le Midi ou plus exactement la zone non occupée. *Benoît* est un centre de contacts plutôt qu'un réseau structuré. Sa date officielle de naissance se place en mars 1941 ; son chef, le commandant et futur général, Hervé Doyen, déclare que, ce mois-là, il prend la direction du service, au départ de son camarade, le capitaine Frédéric de Selliers de Moranville (8), qui, lui-même, avait été pressenti pour ouvrir des lignes de passage et, dit Doyen, monter un service de renseignements sur la Belgique.

Doyen, qui a refusé de capituler, le 28 mai, et qui a poursuivi le combat avec ses hommes aux côtés d'une unité française, reçoit, en juillet 1940, la direction d'un dépôt de l'armée belge, à Limoux. Cette fonction officielle le met en rapport avec de nombreux militaires belges et avec les services civils belges qui subsistent en zone non occupée après l'armistice franco-allemand. Dans ce cadre, il tisse un réseau autour duquel gravitent ou agissent à leur compte, des groupes mouvants dont l'objectif principal est l'évasion. Les limites du travail clandestin et des fonctions officielles sont indéfinies. Les entrées en Espagne sont parfois couvertes par des passeports, vrais ou maquillés, à l'intervention de fonctionnaires consulaires belges de Lyon. Les dépôts militaires, dont les Allemands exigent la livraison, et les services civils connaissent, à partir d'août 1940 et du rapatriement massif des réfugiés belges, des avatars divers, en raison des décisions du gouvernement de Vichy (9) et des interventions divergentes des secrétaires-généraux et de ceux des ministres belges qui sont demeurés en France (10). Le caractère clandestin prend progressivement le pas sur le rôle officiel. De même, l'administration vichyssoise se trouve de moins en moins cohérente et de plus en plus divisée entre collaborateurs, attentistes et résistants. Il existe donc une aide d'apparence officielle ou semi-officielle à l'évasion, au soutien des militaires qui sabotent la liquidation des dépôts et à l'accueil des Belges venus de Belgique pour gagner l'Angleterre. À côté de celle-là, mais souvent imbriquée dans les rouages officiels, s'organise, dès l'automne 1940, une action de résistance axée sur l'évasion. Le nombre des évasions que couvre un document officiel, ne représente forcément qu'une faible fraction du total.

L'un des éléments les plus actifs, voir même le plus actif dans l'emploi semi-clandestin des passeports, est Jacques Lagrange, adjoint belge au consulat des États-Unis à Lyon (11). Il ne borne d'ailleurs pas à cela son activité. Il est

(8) de Selliers — *Benoît 1* — a été pressenti par Lisbonne (Légation de Belgique, où le poste de la *Sûreté de l'Etat* est dirigé par le *Chevalier Servant*, alias Dumont). En marge des consulats ou ambassades de Lisbonne, Madrid et Barcelone, fonctionne, à partir de la fin de 1940, un poste de la *Sûreté de l'Etat*, chargé des liaisons S.R.A. Les postes sont autonomes et relèvent directement de Londres.

(9) En conséquence de la décision de Vichy de ne plus reconnaître le gouvernement belge, celui-ci cesse son activité, le 1^{er} septembre 1940. Une autre décision prescrit la liquidation des dépôts militaires.

(10) À l'intervention de M. Soudan et de certains de ses collègues ministériels demeurés en France, une Caisse E clandestine dont les fonds proviennent de la vente clandestine du matériel des dépôts militaires, alimente un Service E, la lettre E étant l'initiale du mot évasion. (Une lettre de M. Soudan, aux archives de la S.E., explique le système).

aussi l'introducteur du courrier des réseaux dans la valise diplomatique. Un autre centre d'accueil aux évadés de Belgique est constitué à Marseille, à l'enseigne d'un bureau officiel, par le sénateur Albert François dont le cousin dirige la succursale phocéenne de la Banque Belge pour l'Etranger où *Sabot* fera plus tard des dépôts et du change clandestins. Montpellier, rue de Verdun et rue Embouque d'Or, est le principal centre de la résistance des militaires. Y résident, entre autres, le colonel Branders, adjoint du général Féaux qui commande l'ensemble des dépôts de l'armée belge, le colonel Sevrin et le commandant Danckers. De juillet 1940 à la fin de 1942 les bureaux militaires de Montpellier jouent un rôle actif dans l'évasion vers l'Espagne, des militaires d'active et de réserve, particulièrement des aviateurs. La caisse légale et la caisse clandestine du Service de liquidation des dépôts de l'armée paient la solde et pourvoient à la subsistance des militaires en fonction, ainsi que de ceux qui arrivent de Belgique pour rejoindre l'Angleterre. D'autres fonds proviennent de Lisbonne ou des services civils qui, eux, s'occupent de l'aide aux civils en voie d'évasion.

Dans ce monde hybride où s'entremêlent la « légalité » et la résistance, l'officiel et le clandestin, le style rond-de-cuir et la débrouillardise, Doyen lance des liaisons ou profite de celles qu'ont établies des groupes autonomes (12). Il se tient au courant du mouvement de la résistance et plante des jalons vers la Belgique pour le renseignement. Il est malaisé de distinguer les « organisations » qui, en Belgique, sont créées à l'intervention de Doyen et celles qu'il accroche ou qui se raccrochent à lui pour passer leurs renseignements. Ainsi *Tégal*, travaille, d'initiative, de 1940 à mars 1941, de l'avis de son fondateur et chef, le lieutenant Pierre Hauman, puis est raccordé à *Benoît* pour redevenir ensuite autonome (13).

Les attaches de *Benoît* sont doubles. D'une part, il est relié, via Lisbonne, à la S.E. belge de Londres dont il dépend pour les instructions et pour les fonds d'appoint ; d'autre part, et dès la constitution officielle du réseau, au 2e Bureau français. Cette dualité inquiète Londres qui suspecte le 2e à raison de la subordination organique de celui-ci au gouvernement de Vichy. Tout en acceptant des « contacts prudents », Londres n'admet pas d'autre autorité sur le réseau que de la S.E. (14). La double appartenance mécontente aussi, pour des raisons d'efficacité, des hommes du terrain qui constatent que des rensei-

(11) Les consulats des Etats-Unis assument les intérêts belges en France non occupée après que le gouvernement de Vichy eut cessé de reconnaître le gouvernement de M. Pierlot et exigé la fermeture des consulats belges. Ces derniers deviennent des « Offices belges » et continueront à avoir une activité sociale jusqu'à la mi-novembre 1942, au moment de l'entrée des Allemands en zone non occupée.

(12) Le Centre de Montpellier ne dépend pas organiquement de *Benoît* dont le chef, sur le plan officiel, dépend, au contraire, pour sa fonction, de Branders et Sevrin.

(13) Comme d'autres organisations ou secteurs de *Benoît*, *Tégal* est l'œuvre de jeunes officiers ou d'élèves de l'Ecole Militaire, dont quelques-uns se sont groupés autour du lieutenant Van Buylaere, qui deviendra un adjoint de Doyen, puis de Mme Doyen, née Klein.

(14) La S.E. est encore embryonnaire. Le futur chef de son service opérationnel, le lieutenant de réserve Nicodème, évadé d'un camp de prisonniers de guerre, franchit les Pyrénées, la nuit du 17 au 18 mars 1941, avec sept autres officiers.

gnements sont distraits des courriers belges par Doyen au profit du 2^e Bureau et qui n'ont pas la certitude que tout soit transmis à Londres. Eux aussi ne sont pas sans prévention contre le 2^e Bureau devenu le B.M.A. ou Bureau des Menées Antinationales.

La S.E. n'a pas une connaissance suffisante des réseaux qui se sont formés spontanément au pays occupé (15). Peu experte encore, elle n'a pas assis son autorité. Elle s'efforce d'y parvenir, tout en se rendant partiellement compte que les rapports avec le 2^e Bureau ne vont pas sans fruits pour les services belges. Ces derniers y trouvent opportunément l'aide des éléments gaullistes et d'autres qui, sans avoir rallié la *France Libre*, sont opposés à Vichy (16). Le nœud de l'affaire est que le chef de Benoît tend à s'attribuer plus de pouvoir qu'il ne faut, en se voulant le chef du terrain traitant en pair avec le chef de Londres, c'est-à-dire la S.E. Durant les années 1941 et 1942, l'effort de la S.E. vise à assurer son autorité et à établir une coordination dans l'action des réseaux, avec prééminence de certains services (17).

La situation en France des formations belges de renseignement et d'évasion pour cette première période de l'histoire — abstraction faite de *Comète* qui agit en France, mais est un réseau de Belgique — peut se caractériser dans les traits suivants :

A partir de l'été 1941, Benoît prend figure de réseau, avec une activité d'évasion, de renseignement et de transmission de courriers. Il reçoit l'aide de membres du personnel des services officiels belges, militaires et civils, établis en zone non occupée. Des lignes d'évasion et de courrier relient la Belgique au Midi de la France. La plupart sont l'œuvre de réseaux comme *Luc* et *Zéro* qui sont leurs propres maîtres et qui ont leurs filières, relayées à partir du Midi vers l'Espagne et le Portugal (ou encore vers la Suisse) par des concours divers, soit autonomes, soit du cadre de Benoît à partir d'avril 1941.

Benoît dispose, en 1941, de secteurs de renseignement en Belgique (en bref, à Gand, Bruxelles, Anvers et Liège) et d'agents recueillant le renseignement en France. Il n'est pas possible d'affirmer que tous ces secteurs soient l'œuvre propre de Benoît. Les transmissions de France vers Lisbonne (18) se

(15) C'est pour obtenir une meilleure connaissance que Londres envoie le cdt aviateur Pierre Vandermies en « visite » dans les réseaux (voir chapitre *Sabot* et *P.C.B.*). Vandermies a aussi pour mission, lors de son premier parachutage (1941), d'améliorer le passage des hommes, ce qu'on appelle en jargon de réseau, le « service colis ».

(16) De nombreux passages de la ligne de démarcation se font avec l'appui du 2^e Bureau. L'exemple le plus remarquable est celui de quelque 150 aviateurs ou membres de l'Aéronautique belge, qui franchissent la démarcation près de Poligny, l'été 1942, opération audacieuse mais réfléchie, montée par le capitaine aviateur Nottet, avec le concours de passeurs du 2^e Bureau. Ce service de passage est recensé comme le secteur *Nanson* (Nottet) du réseau *Sabot*.

(17) Cette politique délicate de l'unité de commandement, facilitée par le fait que la S.E. fournit « le nerf de la guerre » aux réseaux, n'ira pas sans erreurs. S'il est sage de ne pas confier de monopole à un réseau, sans d'évidentes raisons techniques, il est dangereux de le doubler en confiant à un autre une mission identique pour une même tâche de coordination. Le cas se produit pour le *P.C.B.* et *Sabot*, il se répétera pour le *P.C.C.* et *Ali-France*, ce qui amènera des conflits de compétence.

(18) Barcelone supplante Lisbonne comme relais de la France pour le renseignement, à partir de l'implantation du réseau *Sabot*. Jusqu'en fin 1941, les instructions viennent du poste de Lisbonne.

font par voie terrestre ou par la valise diplomatique américaine, exceptionnellement par d'autres voies, mais jamais par la voie aérienne (19).

L'organisation clandestine de *Benoît* comprend des boîtes-aux-lettres à la démarcation et aux Pyrénées. Elle n'a pas de service radio ; tous les essais tentés sur Lisbonne, ont été vains.

Un rapport dressé à Lisbonne par un membre du réseau, le 15 mai 1941, donne un « schéma du système *Benoît* ». Selon ce document, à notre estime approximatif et incomplet, quatre centres : Mâcon, Lyon, Marseille et Vichy sont branchés sur Montpellier où aboutissent deux lignes de Belgique (cdt Lambert et lt Hauman). Montpellier est branché sur *Benoît*, alias Doyen à Limoux.

Un rapport du 9 mars 1942, probablement de Doyen lui-même, énumère les « lignes » (ici, dans le sens de secteurs) suivantes : *Luc, Tegal, Sam, Bell, Mod, Rarey, Janneke*, sources diverses et « liaison avec la *Libre Belgique* clandestine », comme relevant de *Benoît*, ce qui n'est pas le cas de *Luc* ni de la *Libre Belgique*. Les secteurs *Sam, Bell, Mod* sont situés à Gand, Anvers et Bruxelles (20).

Le service *Benoît* sera ébranlé par l'arrestation momentanée de Doyen et de ses principaux collaborateurs, en décembre 1941. Le coup de filet est paradoxal ; il est l'œuvre du 2^e Bureau, mais, celui-ci n'agit de la sorte que dans le dessein de se couvrir vis-à-vis de Vichy et des Allemands, contre la trahison — prévue de Doyen, d'ailleurs — d'un sous-officier et d'un officier belges, Jacobs et Jamar, agents de *Benoît*... Londres rappelle Doyen qui, avant son arrestation, est remonté en Belgique et y a opéré des contacts jugés intempestifs et contraires à la mission de *Sabot*. Le 19 mars 1942, Doyen part pour Lisbonne, en avion de la *Lufthansa*, avec un passeport doté d'un nom d'emprunt.

Le service *Benoît* continuera son activité de renseignement sous la direction courageuse de Mme Doyen-Klein, qui est française. Il passera au B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action, organe de la *France Libre*) après l'arrestation du chef de *Sabot*, Pierre Bouriez, le 23 janvier 1943 (21).

(19) A noter que, jusqu'à l'occupation totale de la France, subsiste un trafic téléphonique avec l'Espagne et le Portugal. En mars 1942, Doyen téléphonera de Lisbonne à Limoux, mais il va de soi que ces voies ne sont utilisées que pour des opérations secondaires, telles que des demandes de visa, rarement pour un rendez-vous de passage et jamais pour le renseignement.

(20) De l'analyse d'un courrier retrouvé aux archives de la S.E., il ressort que les secteurs, s'ils étaient peu étoffés, ont fourni des renseignements militaires de valeur. Un seul nom est donné, celui de Doyen. Le rapport dit encore : « La liaison *Benoît-Sabot* existe, mais situation *Sabot* pas bien définie pour nous ». Antérieurement, Doyen a donné le cdt Bernard, de *Luc*, comme son « correspondant ». Le rapport en question ci-dessus, a été annoté à Londres : « à contrôler, voir rapport *Sabot* ». Cela signifie que Doyen tend à confondre ses secteurs et les liaisons qu'ont avec lui d'autres réseaux ; ensuite qu'il accepte mal la mission de *Sabot* dont il sera question plus loin.

(21) A cette époque les S.R. Air et Marine du 2^e Bureau, avec lesquels les services belges ont travaillé, sont devenus des réseaux (*Kléber, Mithridate*, etc...) du B.C.R.A.

DEUXIEME PERIODE

1. *Sabot*

Le 13 juin 1941, le commandant aviateur Pierre Vanderemies est parachuté en France pour améliorer le service colis (= évadés) et la coordination des réseaux dans leurs liaisons avec Londres. Vanderemies s'est évadé, la même année, par ses propres moyens, en franchissant les Pyrénées. A Londres, où il arrive au début de mai, il expose la condition précaire des aviateurs en instance d'évasion en France ou en Belgique et la nécessité de monter une organisation plus solide pour les aider. Londres, où Nicodème a précédé de peu Vanderemies, convient de la justesse des vues de celui-ci. Moins d'un mois plus tard, Vanderemies arrive en France, contacte Montpellier, y pare au plus pressé et monte en Belgique coordonner les liaisons. Le rapport et l'activité de Vanderemies (22) joints aux rapports d'autres évadés et à des rapports du « terrain » aboutissent à la mission de Pierre Bouriez dit *Sabot* (23) du nom dont il baptise le réseau qu'il fonde, après son parachutage, en compagnie de *Speed* (François Deweer), son radio, le 10 octobre 1941.

La mission de *Sabot* est libellée dans un document. Fait nouveau, son titulaire est nanti d'une délégation de pouvoirs signée du ministre de la Défense Nationale, M. Gutt (24). Elle lui donne autorité, sous la direction de la S.E. pour les services secrets en France. En bref, *Sabot* reçoit une triple tâche : le passage des courriers des S.R.A. belges, l'évacuation des « colis » de la zone non-occupée vers l'Angleterre et la recherche du renseignement en France. Il a aussi un rôle à jouer dans le financement des réseaux. Le service « colis », lui est-il recommandé, sera distinct du reste et bien cloisonné. La même recommandation a été formulée à *Benoît* qui l'a esquivée. *Sabot* n'arrivera pas à la respecter malgré son désir. Aucun des réseaux, du reste, ne pourra se plier qu'imparfaitement à cette règle, ne serait-ce que parce qu'ils auront tous des aviateurs et des agents brûlés à évacuer. Toute la guerre durant, Londres nourrit le dessein de monter ou de remonter un service autonome de colis qui serait dirigé par un chef venu d'Angleterre (25).

Le 29 novembre 1941, par câble, Londres retire le service colis à *Benoît* qui, au surplus, s'accommode mal de la mission de *Sabot* ; par un câble du 8 janvier 1942, Londres doit confirmer que « *Sabot*, chef unique France, transmet nos ordres ».

(22) Vanderemies est de retour à Londres, le 24 novembre 1941. Il en repartira pour une deuxième mission, analogue à la première, le 15 novembre 1942 ; il rentrera à Londres, le 13 mai 1943, et repartira, en janvier 1943, pour une mission en Suède. La mission de Vanderemies au fichier londonien est notée comme suit : visite des réseaux.

(23) « *Sabot* », en langage populaire et gouailleux, abréviation de sabotage.

(24) M. Gutt exerce cette fonction ministérielle en l'absence du ministre en titre, le général Denis, qui est resté en zone non occupée, avec d'autres membres du gouvernement.

(25) Des deux principales tentatives, la première, en 1942, avec *Delarue* (J. Wolf) dont il sera question plus loin, réussit durant six mois, mais sans assez d'autonomie ; la seconde, en avril 1944, avec *Roch* (de Hepcée), finit tragiquement à son début.

Bouriez rencontre Doyen pour la première fois, le 25 octobre 1941, alors que le chef de *Sabot* vient de s'installer à Montpellier. Doyen lui expose qu'il remonte en Belgique pour s'assurer des fonds et obtient, à cet effet seulement, une subdélégation de pouvoirs de Bouriez, encore peu au fait des plans de *Benoît* et des conditions du terrain. Doyen contacte à Bruxelles le service d'Action qui câble à Londres les desiderata de Doyen. Londres s'irrite de ces interférences de réseaux (26), du voyage et des contacts de Doyen. De son côté, celui-ci se plaint que Vanderemies, qui exécute les instructions de Londres, soit parti en Belgique, après avoir décroché le service colis et remis les agents à *Sabot*. Les câbles de l'époque spécifient que Londres ne veut pas d'autres contacts de *Benoît* avec les réseaux belges, sans autorisation préalable et insiste pour que des « cloisons étanches » séparent les réseaux, les contacts entre eux n'étant autorisés qu'« entre les têtes seulement ». Ce dernier principe est important ; les réseaux en sont conscients, ils l'appliqueront, encore que leurs routes se croisant et les agents se connaissant, les entorses soient inévitables. Le 31 octobre 1941, Londres précise encore à *Sabot*, par câble : « Très bien pour la reprise service *Dewinde* (alias Vanderemies) mais maintenir nettement séparé avec *Benoît* ».

L'action de *Sabot* est, malaisée, dès le début dans ses rapports avec *Benoît* dont il respecte l'autonomie, mais dont il entend aussi faire respecter les instructions de la S.E. La situation, comme nous l'avons dit, se clarifiera par l'ordre de rejoindre que la S.E. donnera, d'accord avec le chef de S.I.S., le colonel Claude Dansey, revenu d'un jugement d'abord défavorable à *Sabot* (27).

Jusqu'à l'occupation totale de la France, l'implantation et le développement du réseau *Sabot* connaissent, en zone non occupée, des conditions semblables à la première période, c'est-à-dire le chevauchement du clandestin et de l'officiel, la collaboration entre des Services civils ou militaires (consulats, agents consulaires et dépôts militaires) et des groupes et filières appartenant au réseau. L'évasion prime la recherche du renseignement qu'entrave d'ailleurs la nécessité d'assurer l'acheminement du courrier des réseaux. Les contacts avec Londres sont facilités par la présence de radios : *Speed* se voit adjoindre pour un temps Detko, un excellent marconiste polonais (28), puis *Barat* (Crahay),

(26) Le contact de Doyen se fait avec *Métrat* (cap. Jean Cassart), parachuté pour une mission de sabotage. Les contacts entre l'Action et le Renseignement qui dépendent de deux services britanniques distincts (S.O.E. et S.I.S.), sont, en principe, interdits. Le P.C.B. se plaindra d'interférences de l'Action et des facilités plus grandes dont bénéficient les agents d'Action par rapport à ceux du Renseignement. Tout n'est pas toujours harmonieux, à Londres même, entre les deux branches. La S.E. exprime des doléances pour des interférences qui se produisent dans les services londoniens.

(27) Le conflit de Doyen avec la S.E. se poursuivra à Londres jusqu'en 1943 ; mais le « terrain » ne s'en ressentira plus. Toutefois, *Sabot* en sera influencé lorsque sa mission se trouvera en compétition avec celle du fondateur du P.C.B., *Walter* ou *Charlotte* (pseudonymes de W. Ugeux). *Sabot* s'imaginera que Londres donne raison cette fois à un nouveau *Benoît*, auquel il confie une tâche identique à la sienne. La vie des réseaux n'a pas été remplie que de difficultés causées par l'ennemi... Œuvre d'hommes, elle a dû compter avec les hommeries, selon l'expression de Montaigne.

(28) Detko avait servi dans la goniométrie à Varsovie. Il rejoindra les forces polonaises de Londres et probablement est-il mort au combat.

parachuté le 15 juin 1942, *Student* (29), qui ne fait que passer, puis *Banks* (Debouny) qui descend, de concert avec *Banker* (Vandermies), le 15 novembre suivant, et occasionnellement, en été 1942, par *Roll* (Bruaux) qui, toutefois avec *Banks*, est affecté en propre au P.C.B.

Les liaisons avec l'Espagne se multiplient, les passages à la démarcation deviennent plus dangereux, mais mieux organisés. Les liaisons de courrier entre la Belgique et la zone non occupée, sont assurées, pour une bonne part, grâce au groupe roubaisien d'*Ali* (Joseph Dubar) et *Caviar* (Paul Joly) et d'autres agents qui, eux, relaient avec *Benoît*. Les passages de la démarcation ont lieu surtout dans l'Est, principalement du côté de Lons-le-Saulnier, de Monceaux-Mines et de Châlons-sur-Saône où des équipes sont constituées. Une ligne spéciale, dite *Nanson*, (Nottet) passe les aviateurs. L'arrivée de *Breach* ou *Delarue* (J. Wolf) parachuté, le 26 mars 1942, avec *Ramon* (Fontana), qui passe à Barcelone, donne un nouvel essor au service colis de la zone libre vers l'Espagne, jusque là assuré par *Detal*, *Danckers*, *Deweert*, et d'autres, presque tous aviateurs (30). Il y a, en effet, un afflux énorme de volontaires belges dont plusieurs centaines sont des militaires de l'Aéronautique et l'évacuation, réglée sur la capacité d'absorption du poste de Barcelone, nécessite l'organisation de centres d'accueil, de gîtes d'étape, d'une intendance et d'un service de faux papiers d'identité. La tâche est lourde et complexe. A certains moments ce sont des groupes de 50, de 100 hommes et plus qu'il faut accueillir, loger et ravitailler. La police vichyssoise entrave le travail par des arrestations et des internements ; mais aussi, des préfets, des commissaires spéciaux, des dirigeants des services ou chantiers de T.E. (travailleurs étrangers) secondent le réseau par la fourniture de faux-papiers et par l'incorporation provisoire dans les T.E., ce qui assure à la fois le gîte, le couvert et la sécurité de groupes en instance de passage vers l'Espagne. A la fin de 1941 et en 1942, l'administration de Vichy est noyautée par les gaullistes. Ces éléments patriotes s'emploient à prévenir les Belges des menées policières et à seconder les évasions. Le 2^e Bureau reconnaît tacitement l'autonomie des services secrets belges ; la coopération est plus nette qu'au début, chacun agissant et entr'aidant l'autre sans tenter de supplanter l'autorité nationale. Il convient de noter que le 2^e Bureau ne fournit pas de fonds aux agents belges qui le secondent et que les services belges financent les opérations menées avec l'aide des agents du 2^e.

L'évacuation vers l'Espagne cause de gros problèmes par l'afflux des volontaires. Le goulot d'étranglement se situe, disions-nous, par delà les Pyrénées où les capacités d'accueil sont très limitées, la police active et hostile (31).

(29) Parachuté, en septembre 1941, pour *Clarence*, mais revenu en France de novembre 1941 à avril 1943.

(30) Parmi les premiers passages organisés, il convient de signaler l'initiative de Max Polchet qui, le 22 décembre 1940, a une entrevue décisive avec le capitaine de Selliers de Moranville, adjoint, à Vichy, du général Delvoye. A cette rencontre prend part le capitaine Vincent Gevers qui passera, le 31 décembre, en Espagne, grâce à la filière créée par Polchet. Celui-ci fera passer 63 évadés.

Le commandant Ledewyn, chef de 3 lignes espagnoles, de septembre 1941 à septembre 1942, estime que 200 hommes sont passés par celles-ci, dans ce laps de temps.

(31) Le consul belge de Barcelone, M. Jottard, qui a préparé l'évasion de MM. Pierlot et Spaak, sera expulsé par les franquistes en 1942.

A plusieurs reprises, malgré les priorités techniques (aviateurs, ingénieurs, techniciens militaires ont le pas sur les autres), le rythme des convois et leur volume dépassent le seuil de sécurité en Espagne. Le mouvement des passages doit être freiné à plusieurs reprises jusqu'en Belgique. Les sorties massives de France ont souvent pour conséquence l'arrestation et l'envoi des évadés au camp de Miranda s/Ebro. En juillet-août 1942, le mouvement de passage est arrêté temporairement sur ordre de Barcelone. Ces dispositions, les ruptures fréquentes de lignes, les mauvais agissements de passeurs espagnols causent à *Sabot* une somme considérable de fatigue, sans parler du danger. Un an après son arrivée, il est épuisé. Il devrait être rappelé à Londres. Il se rend à Lisbonne ; il y rencontre le capitaine Nicodème, chef du service opérationnel de la S.E., venu de Londres pour conférer de la situation et repart vers la France.

Sabot rencontre des difficultés au retour. Il doit faire une halte de plusieurs semaines à Barcelone où il apprend que les lignes terrestres sont presque toutes rompues et qu'une fois de plus le réseau doit reprendre sa tapisserie de Pénélope. Il rentre en France en novembre 1942. Entre temps, le P.C.B. s'est organisé, il a multiplié ses liaisons et décelé, dans le réseau de Bouriez, une trahison dont celui-ci, trop fatigué, ne réalise pas la gravité ; il maintient l'agent double, Adolphe Manet, en service à Toulouse et sur la ligne de Perpignan. *Sabot* en est victime, le 23 janvier 1943, à Toulouse. Il s'échappe, menottes aux mains, est blessé d'une balle, repris et les Allemands lui cognent sauvagement la tête. D'autres arrestations dévastent le réseau avec lequel le P.C.B. a coupé les contacts. C'est la fin de *Sabot* mais ses secteurs de renseignement, qui n'ont pas été « pénétrés », survivent. L'un d'eux, devenu le réseau *Reims*, sous le commandement du Belge Jacques Nemery, resté en contact avec la S.E., se soustrait à cette autorité de la volonté de son chef qui refuse de rendre des comptes à Londres. Les autres secteurs se raccrochent, à défaut de contact, au B.C.R.A. Ainsi *Sabot* se survit-il jusqu'à la libération (32).

2. Le P.C.B. ou Poste de Commandement Belge

En février 1941, *Walter* (William Ugeux), chef de *Zéro*, s'est rendu à Marseille pour y prendre langue avec un prêtre irlandais susceptible de s'occu-

(32) Le bilan du réseau *Sabot* fait apparaître qu'il a contribué à acheminer vers le monde libre environ 2.500 Belges, y compris 350 pilotes, observateurs et mécaniciens de l'Aéronautique militaire. Ce résultat indique que *Sabot*, classé réseau de renseignement, a un actif supérieur en nombre à celui des réseaux d'évasion proprement dits. Mais, ceux-ci ont eu la tâche beaucoup plus dure puisqu'ils devaient convoier des aviateurs pour la plupart anglais et ne parlant que cette langue. A l'examen approfondi des documents, il ressort aussi que le bilan de *Sabot* est à partager avec le P.C.B.-P.C.C. et *Ali-France*. Aux 2.500 Belges doivent être ajoutés des Français et des Britanniques, mais en nombre réduit, encore que, dans leurs rangs, se soient trouvés des officiers supérieurs et des généraux. Des évadés polonais, luxembourgeois, néerlandais, américains, profitèrent également des lignes belges de *Sabot*, du P.C.B.-P.C.C. et d'*Ali-France*. Le passage en Espagne fut surtout l'œuvre de *Sabot*.

per de « colis ». Les lignes de *Zéro* et de *Luc*, via Roubaix, convoient, en effet, beaucoup de monde vers le Midi (33). Il en sera ainsi jusqu'en 1943. C'est par *Zéro*, par exemple, que *Nanson* (Nottet) entame son opération de passage de 150 aviateurs. *Zéro*, qui s'est développé rapidement, est intéressé au premier chef, à la bonne marche de l'évacuation des colis et des courriers. Les missions de *Banker* (Vandermies) sont principalement axées sur *Zéro*. Non seulement l'évacuation, mais la coordination des réseaux préoccupe le chef de *Zéro* qui déplore des lenteurs dans la transmission et dans l'exploitation des courriers à Londres (34). Il forme le projet d'aller là-bas conférer de la situation.

Arrivé à Lyon, en juin 1942, avec sa femme, il part, quelques jours plus tard, muni d'un passeport Lagrange, par le train, pour l'Espagne, via Port-Bou (35). Il demeure à Londres un mois durant lequel il a des entretiens avec les dirigeants belges et anglais de la S.E., et de S.I.S.

Les conclusions de cette conférence sont consignées dans un document signé par l'administrateur de la S.E., M. Lepage, et par le Premier ministre, M. Pierlot. Un Poste de Commandement belge est créé. L'ordre de mission définit les pouvoirs de son chef (36).

La tâche de *Walter* (37) s'apparente à celle de *Sabot*. Elle la concurrence même puisque autorité lui est reconnue pour coordonner l'action des réseaux non seulement en Belgique, mais dans la partie non occupée de la France et qu'il a pouvoir d'ouvrir des lignes et de faire du neuf, en Belgique et hors de celle-ci (Pays-Bas, Luxembourg et France), pour le renseignement. Il revient sur le terrain, en août par *pick-up* du S.I.S. français (38), remonte donner des instructions en Belgique (39) et revient, vers le mois d'octobre 1942, en zone non occupée. Il y retrouve son radio *Roll* (Bruaux). Il est rejoint ensuite par *Banker* (Vandermies), parachuté, pour la seconde fois, le 11 novembre 1942 (40). Il s'établit alors définitivement en zone non occupée.

(33) Cfr au chapitre d'*Ali-France*, un bilan des évacuations.

(34) Au printemps 1942, Londres a donné pour instructions à *Zéro* de rechercher le renseignements en repartant, *ab ovo*, c'est-à-dire sans tenir compte de tout ce qui a été transmis jusqu'alors. Cette consigne implique qu'à Londres l'exploitation a été déficiente jusque-là et qu'elle est réorganisée. Dans les documents établis à Londres pour définir sa mission, en avril 1943, comme directeur général du renseignement, *Walter* fait acter ses réserves pour les retards d'exploitation qui existent encore à cette époque.

(35) Le passeport est établi, dit un câble de *Sabot*, au nom de Vanvliet ; il était primitivement destiné à Marc Delforge qui, impatient d'attendre, a pris la voie clandestine et sera incarcéré dans la trop fameuse prison barcelonaise de *Carcel Modelo*.

(36) Avant de quitter le pays occupé, *Walter* a passé le commandement de *Zéro* à *Aristide* ou *Casimir* (Albert Hachez) et la direction de la *Libre Belgique* clandestine (dite L.B. - *Peter Pan*, pour la distinguer de feuilles similaires du même nom) à *Laurent* (Mathieu de Jonge).

(37) Appelé aussi *Charlotte* et *Baudouin* ; sa fausse identité française était établie au nom de Pierre Berthier.

(38) S.I.S. : *Special Intelligence Service*, divisé en branches française, belge, néerlandaise, etc...

(39) Création du service hollandais *Wim* par *Raymond* (Gaston Vandermeersch) et du service luxembourgeois O.T. par 093, alias *Raoul*, futur chef du P.C.C.

(40) *Banker* sera de retour à Londres, le 13 mai 1943. Sa seconde mission a pour objet, comme la première, la visite des réseaux.

Au cours d'une entrevue avec *Sabot*, il règle le partage des attributions. *Sabot* représente le P.C.F. (Poste de Commandement français), avec pouvoir sur la zone non occupée et tout le territoire situé au sud de la Loire ; le P.C.B. (Poste de Commandement belge) a juridiction sur le territoire belge et les autres territoires d'opération, à l'exception de la partie susdite de la France. Les deux P.C. s'entr'aideront dans l'évacuation des hommes et des courriers. Le P.C.B. garde les lignes qui ont été créées par *Jean du Nord* ou d'autres agents *Zéro*. En fait, le P.C.B. élargit et structure ce qui était auparavant l'œuvre d'une formation composite et l'on peut considérer qu'il a existé deux ans avant de recevoir sa consécration officielle, sauf pour la tâche de coordonner les réseaux.

Lyon et Grenoble sont ses deux centres principaux d'opération. Les autres se situent à Bruxelles, Roubaix-Tourcoing, Paris, Montpellier, Toulouse, Perpignan, Pau (Mendive), etc... (41).

Les fonds continuent à venir de Lisbonne ou de Barcelone, pour une bonne part via *Sabot*, le reste par les courriers remontant d'Espagne ou par les parachutages. Le poste de *Roll* assure le trafic télégraphique avec Londres. Il travaille aussi pour *Sabot*, de même que *Barat* (Crahay) transmet ou reçoit des messages pour les deux réseaux et que *Banks* (Robert Debouny) est à la fois au service du P.C.B. et du P.C.F. *Walter* s'adjoint deux officiers aviateurs de grande valeur, *Vernon* (Selmo Vernieuwe) et *Halloy* (Charles de Hepcée) qui jusque là travaillaient principalement avec le 2^e Bureau, précisément avec le S.R. Air et le commandant de Saule (De Schrevel) d'origine belge (42).

Au moment où les troupes allemandes envahissent la zone non occupée, la carte des réseaux belges de France se présente de la manière suivante : des deux réseaux d'état-major, le P.C.F., — qui n'utilise que le nom de *Sabot* —, exerce son autorité sur les secteurs *Bill*, *Toty*, *Delly*, *Mady*, que *Sabot* et ses adjoints ont constitués, en 1942, pour le renseignement dans le Sud, le Sud-Ouest et éventuellement en Italie du Nord ; sur *Delpa*, secteur de Paris qui rend peu, mais sert au relais des courriers par la ligne *Jab* ; sur *Benolt*, qui garde des secteurs en Belgique et vit dans une double allégeance. Le P.C.B., dont le commandement est plus réel que celui du P.C.F., assure la coordination des réseaux de Belgique ; il a pris en charge le réseau *Delbo* formé par Yvan (Jean Delannoy) à Paris et dans l'Ouest. Au Nord, *Zéro-France* se développe dans la Flandre et l'Artois, en attendant de pousser vers la Picardie et Paris. Dans l'Est passent les lignes belges vers la Suisse. Le P.C.B. a quasi le monopole des lignes du Nord et *Sabot* garde le plus gros faisceau des lignes du Sud. Le trafic des lignes est alimenté pour la majeure partie par les « clients » du

(41) Mendive (cfr WILLIAM UGEUX, *Le Passage de l'Iraty*) est une entreprise forestière de scierie en montagne. Elle camoufle, sous des dehors collaborationnistes, un passage important de documents et d'hommes sous la direction de *Pérot* (le Dr. Schepens, ophtalmologiste réputé, aujourd'hui émigré aux Etats-Unis). Le camouflage est solide ; la société de l'Iraty sera placée sous séquestre à la Libération et des mandats d'arrêt délivrés à charge de ses directeurs !

(42) Le service de Charles de Hepcée, *Rose-Claire*, est le seul service belge, avec *Comète*, mentionné dans le petit volume historique d'Henri Michel sur *La Résistance en France* (Ed. Que sais-je ?, P.U.F., 1950, Paris).

P.C.B. Les deux réseaux utilisent la valise diplomatique des Etats-Unis, à Lyon, soit vers la Suisse, soit vers Lisbonne. Tous deux emploient la voie maritime au départ de Marseille jusqu'à Lisbonne pour les courriers (43). Le plus gros trafic s'écoule par les lignes terrestres à travers les Pyrénées.

Une autre formation qu'on ne peut qualifier de réseau, car elle fut d'existence éphémère et maigre d'effectif comme de rendement, apparaît durant la seconde période. Elle est dirigée par *Van Muylers* (commandant Gilliard) (44). VM offre la singularité de dépendre des Affaires étrangères. Il a pour mission de contrôler l'évacuation des évadés nantis de passeports. L'intervention des Affaires étrangères dans le service secret, bien qu'elle ait été — à regret, probablement — avalisée par la S.E., est une erreur de principe et une entreprise fâcheuse dans ses conséquences. VM s'exagère son rôle : il ne réussit qu'à dévoiler, par sa maladresse, et à faire sanctionner par Vichy, la cellule des faux-passeports de Jacques Lagrange, qui se trouve, dès lors, menacé et doit fuir en Suisse, après avoir faussé compagnie à la police (45). L'entrée des Allemands en zone non occupée décide VM à boucler sa cantine en hâte. Il repasse « légalement » — c'est-à-dire muni d'un passeport — les Pyrénées, au vif plaisir de *Walter* et de ses amis. Ce cas et celui d'un autre envoyé spécial des Affaires étrangères (*Rose*) plus météorique encore, sont typiques de la méconnaissance des règles du Service Secret et de la condition hybride de celui-ci dans la zone non occupée (46).

Les liaisons avec l'Espagne se font pour la plupart par des guides espagnols, désignés par *Barcelone*, dûment rémunérés et dont les services valent rarement ceux des volontaires qui, comme *Vernon* (Vernieuwe), *Halloy* (de Hepcée) et *Raymond* (Vandermeersch) se sont entraînés au passage et ont acquis dans ce sport une admirable expérience. La rétribution des guides évolue au cours de la guerre avec le risque et le cours du change noir. On peut estimer, en moyenne, à 10.000 pesetas, le prix du passage d'un courrier ou d'un homme

(43) Il n'a pas été possible jusqu'ici d'identifier la ligne *Vinci* qui partait du quartier de la Corniche, avec l'aide d'un navigateur belge et de deux journalistes de la radio française. L'autre ligne, *Jason* (Holge Nielsen), empruntait le service du s.s. « Embla », navire de la Croix-Rouge suédoise, au départ de la rue de l'Estaque.

(44) Ultérieurement, général et commandant de la Force Publique du Congo Belge. Le Cdt Gilliard sera envoyé en mission en Espagne, de nouveau par les Affaires étrangères, mais il n'aura pas latitude de reprendre contact avec la France. Cette seconde mission est sans intérêt pour les services spéciaux.

(45) Lagrange trouve à l'ambassade des Etats-Unis, à Berne Allan Dulles. C'est là qu'aboutit le courrier belge de la valise diplomatique.

(46) VM n'a eu en France qu'une demi-douzaine d'agents. Le plus étonnant de cette aventure, c'est qu'il subsistera quelque chose de VM dans le Midi de la France jusqu'à la libération. Un agent envoie de mois en mois, à Lisbonne, des rapports... auxquels personne ne répond. En 1944, personne non plus ne songe à utiliser cette ligne, alors que les autres liaisons sont interrompues à une exception près. Cependant, c'est par une boîte VM, à Pau, que passe en juillet 1944, un rapport du consul général de Belgique à Paris, M. Hubert Carton de Wiart, désireux de se justifier du discrédit que lui a valu la désapprobation qu'il a exprimée publiquement d'un bombardement allié dans la banlieue de Paris.

Le principe de l'attribution des services spéciaux à la seule autorité de la S.E. souffre aussi de l'existence d'une 2^e section à la Défense nationale à Londres, malgré la séparation de principe entre les services spéciaux (réseaux) et la Résistance armée (corniches para-militaires).

isolé. De ce chef, les réseaux ont dû administrer un budget et des services d'intendance, complexes, lourds et pleins d'aléas.

Le tableau des liaisons et des postes au-delà des Pyrénées ne variera, au cours de la guerre, que par l'importance du personnel et le rôle relatif des postes, appelés aussi antennes. Lisbonne prime au début (1940 et 1941), Barcelone prend ensuite la vedette ; Bilbao, utilisé en 1940-41, sera ensuite réservé aux évacuations des colis. Saint-Sébastien joue un rôle à l'éclipse, en 1941-42 ; en 1943, il devient la seconde tête de ligne d'Espagne, mais sous l'autorité de Barcelone qui est à la fois relié à Madrid, à Lisbonne et par télégraphie, à Londres. Dans toutes ces villes, les services secrets agissent à l'écart des consulats, mais en liaison avec eux (tant belges qu'anglais). Les services britanniques proprement dits qui sont établis en Espagne et au Portugal, ont une liaison organique — généralement par un agent commis à cette fin — avec les services belges. L'articulation est assez souple pour éviter le repérage par l'ennemi et pour permettre l'aide réciproque des Alliés.

Le P.C.B. fait place au P.C.C. (Poste Central ou de Commandement des Courriers) en mars 1943 (47). A ce moment, *Walter* et ses adjoints directs quittent la France où leur situation est devenue très précaire. Ils échappent de peu, aux recherches allemandes.

TROISIEME PERIODE

1. Le P.C.C. ou Poste Central des courriers

Lorsque *Walter* (W. Ugeux) décroche « en catastrophe », en mars 1943, il n'a que le temps de désigner son successeur, *Laurent* (Mathieu de Jonge), d'aviser le chef du secteur P.C.C. de Lyon, *Antoine* (Robert de Theux), et de passer les consignes dans un document destiné à *Laurent*. Par le radio *Banks* (Robert Debouny) qui émet, dans la Tarentaise, pour le P.C.B., il fera connaître, de Londres, les adresses de contact qu'il n'a pu indiquer avant de partir (48).

(47) Les Allemands possèdent à ce moment une somme importante d'informations sur les services belges. Il ne semble pas qu'ils en aient fait la synthèse. Ils continueront de manquer d'une vue générale de la situation, après les coups portés au P.C.C., en avril et, à *Delbo*, en mai 1943. Ce n'est qu'à la fin de décembre 1943, d'après des témoignages de l'*Abwehr*, qu'ils constituent, après une conférence à Berlin, un bureau spécial de l'*Abwehr* chargé exclusivement de la chasse au P.C.C. Le rendement en sera nul, puisque, durant toute l'année 1944, le P.C.C. continuera d'opérer et que les arrestations qu'il aura à déplorer, ne seront manifestement pas le résultat des travaux du bureau spécial constitué à Bruxelles, sous la direction du Hpt Grosse. Détail piquant, cet officier de l'*Abwehr* est journaliste de profession... comme *Raoul*, chef du P.C.C., à l'époque.

(48) Certaines de ces adresses tomberont aux mains des Allemands qui captent les messages de *Banks* et trouveront le code en arrêtant le radio. Cette histoire n'est pas unique dans les annales du réseau. Elle se renouvelle, en 1944, pour le P.C.C. ; quand *Xavier* (François de Kinder) se rend à une boîte aux lettres près du Parc Monceau à Paris, la police allemande l'y attend. Londres ne semble pas avoir mesuré le danger de ces communications, mais aussi pouvait-on éliminer tous les risques ?

L'arrestation de *Sabot* a mis fin au *P.C.F.* La vie des réseaux de France ne peut se poursuivre sans une autorité commune sur le terrain. Les réseaux de Belgique sont bien branchés sur le *P.C.B.* pour leurs courriers. La tâche d'évacuation des hommes est passée à l'arrière-plan (49) et celle des courriers a envahi la scène. Ainsi s'explique la substitution du sigle *P.C.C.* au *P.C.B.* plus que par une raison de sécurité. Le changement de nom est aussi la conséquence de l'autonomie des grands réseaux, désormais bien structurés, solidement implantés et conscients de leur poids dans les balances de Londres. La coordination n'a plus guère de raison d'être et à cet égard la mission de *Walter* est achevée. Aucun autre envoyé de Londres n'aura pouvoir de coiffer les réseaux. Le *P.C.C.* conservera, cependant, un rôle de *primus inter pares* parmi les réseaux de France. Son rôle dans les liaisons, le financement des réseaux et la centralisation des courriers, en fait un réseau d'état-major ; la recherche du renseignement, mission normale d'un réseau, lui est interdite à raison de l'importance de sa tâche qui, si elle est compromise, met en péril ou en difficulté les autres réseaux, dont il est le maître des postes et le grand argentier.

La passation du commandement en mars 1943, s'accomplit donc au pied levé et de façon improvisée, mais ce n'est pas là un fait extraordinaire dans la vie des réseaux. *Laurent* doit faire face, sans préparation, sans relations parisiennes, à une tâche que les coups de l'ennemi vont rendre tragique. La période d'avril-mai 1943, point de départ du *P.C.C.*, est la plus noire de l'histoire des réseaux de France avec celle d'avril 1944. *Laurent* succombera véritablement à la tâche. Jusque là, il a dirigé la *Libre Belgique* clandestine. Son passage inopiné à la tête du *P.C.C.* l'oblige à se trouver rapidement un successeur et pour mettre celui-ci au courant de la marche du journal, à faire, durant quelques semaines, la navette entre Bruxelles et la France. Autant par logique — la zone « nono » a vécu — que par nécessité, il s'installe à Paris. Ce choix est plus rationnel que celui de Lyon (50). Les voyages sont harassants ; la somme des travaux dépasse les épaules d'un seul homme, surtout fatigué au point où l'est *Laurent* qui vit depuis longtemps une existence de bâton de chaise. La condition d'un réseau est toujours précaire mais elle l'est particulièrement pour le *P.C.B.* devenu *P.C.C.* La trahison dont a été victime *Sabot* et qui continue d'opérer des ravages, les menaces ennemies sur Grenoble, Lyon et Mende, mais surtout la première, désarticulent les liaisons.

Dès avant l'arrestation de Bouriez, et probablement pour la même cause, les passeurs espagnols du groupe Garcia ont été raflés dans un coup de filet vichyssois et internés au Vernet. Est-ce aussi une conséquence de la trahison d'*Adolphe* de Toulouse (Manet), qui fait pour *Sabot* la ligne de Perpignan, surviennent des arrestations d'agents de liaison ou de boîtes du *P.C.B.* - *P.C.C.*,

(49) Le *P.C.B.* a évacué des colis politiques, entre autres des ministres. Il évacuera d'autres personnalités, entre autres de la magistrature, dont l'envoi est demandé par Londres. Il sera aussi chargé de remettre un viatique à des parlementaires. La mission ne sera exécutée que dans la mesure où le chef de réseau la trouvera justifiée par le comportement patriotique des intéressés.

(50) Avec l'entrée en scène du *P.C.C.* et la croissance de *Delbo-Phénix* et de *Zéro-France*, le centre de gravité de l'ensemble des réseaux belges passe de l'Ouest à l'Est. Le choix de Paris s'imposait aussi de ce chef.

d'abord à Oloron-Ste-Marie, ensuite à Perpignan. La catastrophe atteint Lyon où tout saute, Villard-de-Lans, Grenoble, Châlons-sur-Saône et elle frappe ensuite la boîte centrale des contacts du Sud, à Paris, le presbytère de l'Abbé Basset, vicaire à Saint-Etienne-du-Mont (51). Une souricière y est tendue par l'ennemi : *Laurent* s'y fait prendre et trois agents, ensuite, mais qui, sous des prétextes religieux, arrivent à duper les Allemands (52). En mai 1944 le P.C.C. où l'autorité de *Laurent* s'était trouvée contestée de ses pairs (53), est privé de son secteur Sud-Est, privé de chef et de plusieurs lignes vers l'Espagne. La catastrophe eût été pire si *Laurent* n'avait pas eu la force de se taire. Néanmoins, l'ennemi a saisi à Villard le carnet de messages et le code du radio et, à Lyon, des adresses qui lui permettent de tendre la souricière de Paris, après avoir arrêté l'abbé Basset.

La reprise du P.C.C. va se faire de nouveau en catastrophe. Dare-dare arrive de Bruxelles, d'abord pour parer au plus urgent et dresser l'inventaire de ce qui reste intact, *Alain* dit ultérieurement *Hubert* (André Rostenne). Il vient, lui aussi, du journal clandestin. Des chefs de ligne ou de secteur comme *Antoine*, *Raymond*, *Vallier*, des agents importants de liaison, *Renée* (Reine Charrier), qui a la charge du gîte des évadés, à Iseron, *Micheline* de Hepcée et d'autres sont restés aux mains de l'ennemi. De Lyon reviennent *Eliane* (Violaine Hoppenot) et *Claire* (Madeleine Fauconnier) qui est en instance de départ pour l'Angleterre. Dix agents sont à remplacer d'urgence, mais comment ? *Alain* fait descendre à Paris, avec *Charles* (George Coekelberg) qu'il enlève au journal clandestin et qui sera son second, des agents de liaison. Il réussit tant bien que mal à rétablir le trafic avec Barcelone et, à la fin de l'été 1943, le P.C.C. est remonté sur des bases nouvelles. Le fidèle et insaisissable *Jean du Nord* et d'autres agents assurent les lignes du Nord. Une nouvelle ligne, via Mons, est mise en service. *Léon* en crée ou en renouvelle une à Tourcoing-Mouscron et commence à faire les lignes du Sud que lui facilite sa connaissance de l'espagnol et du basque. Le P.C.C. trouve, d'autre part, une aide nouvelle par l'organisation de *Phénix* et de ses missions de P.U. et M.P.U. De nouvelles recrues viennent étoffer le réseau à Paris. A la fin de l'année 1943, tandis que l'ennemi dresse des plans contre « les » P.C.C. qu'il suppose installés à Toulouse, Lyon et Paris, la machine tourne rond. Les courriers filent, d'une part, vers Barcelone avec au terminus *Jean de Barc* (Jean

(51) L'abbé Basset, à la fois vicaire à Saint-Etienne-du-Mont et aumônier des étudiants, a été, avec l'actuel évêque de Paris, Mgr Pézeril, son ami, le restaurateur du pèlerinage, selon l'esprit de Péguy, à Notre-Dame de Chartres. Il sera martyrisé par les nazis et finalement assassiné à Mauthausen avec Mathieu de Jonge.

(52) Ainsi récupérera-t-on à la Libération un paquet de courrier glissé sous le tapis par un agent de liaison que la police allemande arrêta dans la maison puis relâcha, en le considérant comme un pénitent de l'abbé Basset.

(53) Les chefs de réseaux de Belgique, inquiets du sort de leurs courriers, exigent une inspection contrôlée des lignes du P.C.C. *Laurent* finit par l'accepter mais non sans peine, en sauvegardant son autorité et son autonomie. Des documents opérationnels (Barcelone, Londres et le P.C.C.) de l'époque, il ressort que le P.C.C. est suspecté à tort, les fuites et autres accidents dans le service du courrier proviennent de l'interception des plis, en Espagne, par l'ennemi et de l'action d'agents doubles.

(54) Lizarrituri est un très vieil ami des Belges dont plus d'un a reçu son aide depuis le début de la guerre secrète.

Regnier) et vers Saint-Sébastien avec *Tom* ou *Elisa* (Lizarrituri) (54). Si Mendive a sauté une autre ligne, fort sûre, est lancée de Pau par le chemin de fer de Canfranc (55).

En février 1944, *Alain* passe la main à *Raoul* dit aussi, plus tard, *Commandant Lacroix* (56), arrivé à Paris en instance de P.U. pour Londres. Le réseau fonctionne normalement avec jusqu'à huit lignes hebdomadaires vers l'Espagne, le record de la guerre. La liaison aérienne, assurée par *Phénix*, donne satisfaction sauf pour le M.P.U. qui se révèle très dangereux. L'acrobatique enlèvement du courrier sans atterrissage oblige l'avion à exécuter de nombreux tours de piste au-dessus du terrain d'opération ; ce carrousel nocturne ne va pas sans réveiller beaucoup trop de monde.

Alain a passé à *Raoul* la mission de prise par mer, une nouvelle initiative de Londres, plus téméraire encore que le M.P.U. Elle sera irréalisable, faute que la *Royal Navy* accepte de changer le point d'accostage du canot que doit détacher, vers le littoral normand, une vedette rapide. L'opération ne peut se faire que par les nuits sans lune, à la différence des parachutages. Mais il est impossible d'ouvrir une ligne de courrier vers un point de la côte dominé par une haute falaise, protégé par des champs de mines de 5 kilomètres de profondeur et gardé de cent en cent mètres par des sentinelles. Le P.C.C. offre l'opération à l'embouchure de l'Orne. La *Navy* estime l'endroit inadéquat pour elle. L'événement coupe court aux discussions : le secteur de *Zéro-France*, à Dives-sur-Mer où a été installé le radio du P.C.C. qui est chargé de la prise par mer, saute au début d'avril.

Ce mois-là est catastrophique. *Phénix* saute. Saint-Sébastien où l'ennemi instigue la police espagnole, doit mettre son activité en veilleuse. Plus aucun radio n'est en service. Au Sud encore, une double arrestation tourne au drame : *Roch* (Ch. de Hepcée), le nouveau chef colis, envoyé de Londres, via Barcelone, est trahi et pris à la sortie de la zone interdite des Pyrénées. Son adjoint, *Bust* (A. Greindl), entré par Perpignan, tombe aussi aux mains de l'ennemi (57). En même temps saute la ligne *Sol* (58) de Toulouse, l'une des deux dernières lignes du P.C.C. vers Barcelone... Durant trois semaines, le P.C.C. vit dans le marasme et l'inquiétude. De mauvaises interprétations de messages et un câble trop pessimiste du radio *Keeper*, sur le point d'être pris, donnent

(55) L'histoire est un perpétuel recommencement. La ligne de Canfranc a été utilisée dès le début par des réseaux français qui l'ont ensuite abandonnée pour des raisons de sécurité. Le P.C.C. la rouvre, mais d'une manière des plus sûre : le courrier est placé à bord de la motrice, derrière la boîte des contacts et le transport contrôlé par trois cheminots, en service officiel. Cette ligne est la seule qui ne sautera pas. Elle aboutit à Pampelune, mais elle alimente Barcelone et non Saint-Sébastien, bien que celui-ci soit plus proche.

(56) Le commandant Lacroix portait au début de la guerre l'indicatif 093. Il conserva cet indicatif et utilisa le nom de *Marc Rey* lorsqu'il fonda, en 1942, avec Eddy Hemmer, les réseaux luxembourgeois.

(57) *Bust* aura la chance d'être transféré à la prison de Fresnes et libéré avec d'autres détenus, le 19 août, à l'intervention du consul de Suisse. *Roch* sera fusillé près de Toulouse et son corps, probablement brûlé par les Allemands, n'a jamais été retrouvé.

(58) *Sol* sont les trois premières lettres du nom du passeur (Soldevilla) qui est au terminus de la ligne. D'autres lignes comme *Fan* (Canfranc), *Uru* (Urugne) sont désignées par trois lettres du nom de la localité, généralement les trois premières.

à croire à Londres que le chef du P.C.C. est brûlé et que la ligne *Fan* et non *Sol* a sauté...

Les affaires se rétablissent, en mai, avec l'organisation du nouveau réseau d'*Ali-France* qui prend la relève de *Phénix* pour les opérations aériennes, et l'arrivée du radio *Trube* (André Laloux) que *Raoul* installe sur la montagne de Reims, avec un poste équipé de batteries, ce qui permet d'émettre dans la nature et accroît beaucoup la sécurité (59). *Trube* se fait prendre, hélas, à la fin de juin, à Reims, où il a pris contact avec des hommes susceptibles de faire une ligne vers la Belgique.

Le courrier est abondant. Le débarquement stimule les réseaux. En juillet, *Raoul* remonte vers la Belgique pour une conférence, à Courtrai avec les chefs de *Zéro*, de *Marc*, et d'autres réseaux inquiets du sort de certains de leurs envois. Une fois encore, comme dans la « casse » de *Sabot*, des documents alliés et allemands révéleront que des courriers ont été interceptés en Espagne puis remis en ligne après communication à l'ennemi. Mais, faute de le savoir, les chefs de *Marc* et de *Zéro* font la vie dure au P.C.C. et tendent, sans succès d'ailleurs, de monter des contre-lignes vers les Pyrénées.

Le P.C.C. prépare, en juillet, deux sortes d'opérations : l'envoi de courriers vers le front de Normandie et des bases de repli en Lorraine, en prévision du recul allemand. Les missions front réussissent ; la première est réalisée à Laval. La retraite en Lorraine n'est pas autorisée par Londres qui demande de maintenir les liaisons terrestres avec l'Espagne. L'état-major du P.C.C. reste donc à Paris mais s'assure, de concert avec *Jean du Nord*, remonté à Roubaix au début d'août, de liaisons, dans cette direction, à travers le front. Les consignes de Londres étant exécutées, *Raoul* prend la liberté de participer aux combats de l'insurrection dans Paris. Ainsi finit le P.C.C. En septembre, il devient la M.B.L., la Mission militaire Belge de Liaison auprès de l'ancien B.C.R.A., mué, sous la direction de Jacques Soustelle et du colonel Passy (Dewavrin), en *Direction Générale des Etudes et Recherches*. La M.B.L. remplit deux tâches : l'une de contre-espionnage, l'autre de liquidation des réseaux belges de France.

Quelques explications paraissent utiles à la compréhension de la mécanique du P.C.C. Sa structure générale est la suivante : deux faisceaux de lignes avec un P.C. ou « Bureau » au centre. Le faisceau des lignes Belgique-France amène les courriers des réseaux belges à Paris, ainsi que le courrier de *Zéro-France*. Le faisceau Sud, divisé en deux branches, emmène vers Barcelone et Saint-Sébastien les courriers dont le bordereau est dressé et joint au paquet doté d'un indicatif : l'initiale de la ligne Sud qui l'évacue et un chiffre indiquant le numéro d'ordre du paquet ; celui-ci est scellé du sceau du P.C.C. Par exemple : pour la troisième fois, la ligne *Sol* évacue un paquet et celui-ci contient huit

(59) *Trube* ira jusqu'à émettre une heure et plus sans interruption, défiant la goniométrie ennemie. Celle-ci investit un petit village champenois qui est à l'aplomb du lieu où *Trube*, dissimulé dans les vignes et couvert par ses guetteurs, poursuit son travail impunément. Les Allemands n'ont pas imaginé que le radio travaille dans la campagne. Ils ont cerné le village à la verticale du lieu d'émission...

Trube s'évadera audacieusement, en gare de Nancy, du convoi qui l'emmène en Allemagne, le 24 août 1944. En s'échappant du train, il enlève, au passage, la valise bien garnie de son gardien ; il rejoint ensuite le maquis des Ardennes.

plis. La mention sera : S 3. Londres accuse réception par radio (60), Barcelone par un message confié à une ligne remontante. Cette indication est codée de même que le rapport qui accompagne généralement le paquet. Des boîtes-aux-lettres et un système d'agents de liaison sont établis autour du P.C. de manière à cloisonner celui-ci. Les dépôts de paquets se font à jours convenus tant à la montée qu'à la descente.

Quatre codes sont utilisés : un vers Londres, un vers la Belgique, un autre vers Barcelone et le quatrième vers Saint-Sébastien. Une ligne descendante, c'est-à-dire allant de Paris vers l'Espagne, ne peut être « chargée » qu'après la réussite d'un courrier test. Toute ligne ouverte et vérifiée par un courrier test doit être régulièrement chargée à peine de se rouiller et d'être perdue. Si le courrier réel fait défaut, elle doit être chargée d'un courrier factice, de manière à ne pas suspendre le va-et-vient des personnes. La mécanique est complexe et les séances de codage fastidieuses ; elles exigent une attention soutenue sans laquelle le code déraile et rend le message indéchiffrable. Les boîtes-aux-lettres des terminus pyrénéens sont choisis par l'Espagne et communiqués soit par message terrestre, soit par radio. Ce n'est que tout à la fin de la guerre en France que Londres acceptera que le P.C.C. propose lui-même des boîtes et non Barcelone seulement.

2. *Delbo - Phénix*

L'idée première de *Delbo* revient à *Sabot*. Après avoir lancé son secteur de Paris, *Delpa*, il songe à créer un secteur à Bordeaux, *Delbo* (61). Son projet prend corps avec l'arrivée en France d'*Yvan* (Delannoy), agent de *Zéro*, brûlé en Belgique et évacué, via Roubaix, sur Paris. Il s'identifiera avec le réseau *Delbo* qu'il fonde et développe avec l'aide du radio *Brulage* (J.P. Bonsang), parachuté en janvier 1943, et de Français. Le réseau n'aura pas Bordeaux mais Paris pour centre, en raison des contacts qu'y fait son chef, du rôle qu'il remplit dans le relais des courriers et du manque d'action de *Delpa*, que pénétrera la trahison (62). *Delbo* recueille d'ailleurs des éléments de *Delpa*.

L'entrée en campagne de *Delbo* se place en juillet 1942. A la différence des réseaux jusqu'ici fondés et à l'instar de *Zéro-France*, *Delbo* est voué au renseignement. Tous ses secteurs seront orientés vers cet objectif. Le développement du réseau est organisé en direction de la mer, vu l'importance stra-

(60) Londres utilise l'initiale de la ligne dans un prénom. « Bien reçu votre Suzanne trois ». Le nombre de plis est spécifié seulement au bordereau. Cette indication est codée.

(61) *Delpa* et *Delbo* sont des noms formés de la première syllabe de Delhaize (oncle de Pierre Bouriez et président de la Confédération des sociétés belges de France) et des deux premières lettres de la ville qui devait être le centre du secteur. Comme *Sabot* s'est identifié à Bouriez, *Delbo* devient aussi le nom de guerre de Delannoy.

(62) La trahison est le fait de Marthe Gruslin, agent insigne de l'*Abwehr* de Liège.

(63) Cette capture aura des conséquences éloignées ; la police allemande attendra dix mois — lenteur intentionnelle ? On ne le croit pas — avant de procéder à des arrestations.

tégique de la côte française de l'Atlantique. Le réseau est décroché de *Sabot* pour passer dans l'orbite du P.C.B., en octobre 1942. *Delbo* continue de recevoir ses fonds de *Sabot*, mais il est plus logique qu'il dépende du P.C.B. dont le chef a été le sien précédemment à *Zéro*.

Le travail se poursuit sans trop d'accrocs durant la fin de 1942 et les trois premiers mois de 1943. Les accidents de *Sabot* et ensuite, du P.C.C. n'atteignent pas *Delbo*. Les progrès sont rapides. En mai 1943, au moment où l'ennemi s'empare de son P.C., à Paris (63), *Delbo* compte des secteurs dans une très grande partie de la région qui va du sud de la Vendée à l'embouchure de la Seine ; il a aussi des agents à Dijon et à Mâcon.

Par un coup de main risqué, *Delbo* tente de récupérer les documents de son P.C. : le raid est inutile, tous les papiers ont été emportés par la police allemande. Le soir même, débarquent à Paris, *Tailor* (Jean de Praetere) et son radio, *Keeper* (Albert Luyckx), qui viennent d'être parachutés. *Tailor* a pour mission de créer, en marge de *Delbo*, dans le secteur *Lithos*, un centre d'opérations aériennes (*pick-up*, *mail-pick* et réception de parachutages). Malheureusement, le secteur *Lithos* a sauté et *Delbo*, qui se sent directement menacé par la prise de son P.C., va devoir quitter Paris et même la France. Il renvoie *Tailor* pour un mois, dans le Nord, en attendant la suite des événements et il se retire à Niort. C'est là qu'il remet son service à *Tailor* avant de partir pour l'Espagne en compagnie de ses adjoints.

De ce chef, la mission de *Tailor* se trouve modifiée. Au lieu de créer, à côté de son centre de *pick-up*, un réseau nouveau, il récupère progressivement les éléments présumés intacts de *Delbo* ; il prend contact avec le P.C.C. pour lequel il doit acheminer, soit par P.U., soit par M.P.U., une partie du courrier et il établit un nouveau service appelé symboliquement *Phénix*. Le centre en est établi au chef-lieu des Deux-Sèvres, Niort, en juillet 1943. *Tailor* a aussi mission d'ouvrir une ligne vers la Suisse, ce qu'il fait, après avoir accueilli et passé au P.C.C. le chef du S.B.S. (Service Belge de Suisse) *Botte* (Romainville), en février 1944. Le développement du renseignement, avec priorité, demandée par Londres pour la côte de l'Atlantique et les bases de fusées, se fait de concert avec la préparation des opérations aériennes. Selon la technique elles doivent avoir lieu durant la phase de clarté lunaire, et nécessitent, chaque fois, la proposition de terrains qui doivent être agréés de Londres. Le M.P.U. sera décevant et dangereux.

Les autres opérations se font normalement, sauf un atterrissage qui, à la suite d'une erreur d'appréciation du pilote, Robin, se termine par l'embourbement de l'appareil qu'il faudra incendier. Cet incident, où la R.A.F. conteste, à tort, la responsabilité du pilote, amène l'adjonction à l'état-major de *Phénix*, d'un officier belge de la R.A.F., *Henriot* (Guillaume) envoyé par P.U. Plusieurs radios parachutistes sont réceptionnés par *Tailor* et son équipe, entre autres *Rider* (Jean Hoyoux) destiné à *Zéro-France* et *Rayon* (Dubois) au P.C.C. Le second radio a reçu la mission d'organiser la « prise par mer » du courrier, sous l'autorité du P.C.C. Le premier est équipé du poste « Chevalier » avec lequel il doit communiquer en phonie avec l'Angleterre. Ces deux missions ne seront pas remplies pour des raisons de technique et de sécurité : le poste « Chevalier » n'est pas irrepérable comme Londres le croyait ; quant à la prise

du courrier par mer, nous l'avons dit, la *Navy* refuse le point d'accostage proposé par le P.C.C. et en indique un autre, impossible à tenir comme tête de pont d'un service mensuel du courrier. Par le centre d'opérations aériennes de *Phénix*, arrive en France *Xavier* (François de Kinder), beau-frère du Premier ministre, chargé d'une mission à Laeken (64). Par le centre de *Tailor* également, *Jean du Nord* gagne l'Angleterre où il est appelé par le gouvernement belge.

Le chef de *Phénix* est capturé par l'ennemi, le 12 avril 1944, à la suite d'une série d'incidents tragiques, à Niort. Tout l'état-major est démantelé et une trentaine d'agents pris, en avril 1944. A ce moment, *Phénix* couvre une région à peu près pareille à celle de *Delbo*, mais avec des différences de secteurs et une poussée accentuée jusqu'à Bordeaux. La catastrophe laisse saufs les secteurs autres que Niort ; certains resteront décrochés, d'autres seront regroupés, sous l'autorité du P.C.C., par le radio *Bardot* (Max Brahms) et *Victoire* (M^{lle} Sigwalt) adjointe de *Tailor*, sous l'appellation de J.S.P. (*Jean Sans Peur*, hommage à la nationalité luxembourgeoise de *Bardot*). Le secteur J.S.P. durera, comme le P.C.C., jusqu'à la libération, avec des agents dans les régions de Tours et Paris.

3. Zéro-France

Dans la nuit du 22 au 23 juin 1942, *Briard*, plus communément appelé *Alex* (Gérard Kaisin) prend pied sur le sol de France ; façon de parler car son parachute s'accroche à un arbre où l'agent secret reste perché jusqu'à l'aube. *Alex* doit former, dans le Nord, un réseau de renseignement et assurer l'évacuation des courriers de *Zéro* et de *Bravery*, vers la zone non-occupée. Cette deuxième partie de la mission est irréaliste. *Alex* a suffisamment à faire avec *Zéro-France* ; l'expérience le lui enseigne rapidement ; Walter donne là-dessus le même avis et Londres en convient. *Jean du Nord* est maintenu au P.C.B. pour les liaisons de courrier et ainsi qu'il est dit plus loin au chapitre du réseau *Ali-France*, *Alex* sera secondé par *Caviar* (Paul Joly) qui passe alors entièrement au renseignement. Le réseau est baptisé *Zéro-France* par amitié pour le réseau de Belgique, mais il n'existe pas de subordination de l'un à l'autre. L'autorité du P.C.B., dans les limites de la mission de *Walter*, s'exerce sur *Zéro-France*, comme sur *Zéro* pour la coordination, l'alimentation financière, la transmission des consignes et toute tâche d'entraide.

Alex établit son P.C. à Roubaix, puis, dans les environs. Esprit méthodique et bon organisateur, il exploite à fond l'apport de *Caviar*. En août, le réseau a acquis une importance suffisante pour que Londres en améliore les liaisons

(64) La mission sera inutile. M. de Kinder ne sera pas reçu à Laeken. Il attendra vainement, durant un mois, réponse à sa demande d'audience. Pris par l'ennemi, à Paris, il sera fusillé en août près de Verdun.

par l'envoi du radio *Bijou* (Pierre Jooris). *Alex* lui confie la zone d'Amiens. L'extension des secteurs vers le Sud amène l'envoi d'un deuxième radio *Baronet* (Théophile Saint-Viteux) mais l'avion disparaît corps et biens dans la nuit du 22 au 23 novembre 1942. Un troisième radio, *Rider* (Hoyoux), puis un quatrième, *Rayon* (Dubois) en 1944, et deux autres encore, peu avant le débarquement, compléteront ou renouvelleront l'équipe (65).

Malgré des coups sensibles les arrestations de Paul Joly (66) et des Berrodier, de *Bijou* (67) et de François, de Delvallez (68), *Zéro-France* s'étend en 1944 sur un territoire compris entre la frontière belge et la mer d'une part, d'autre part, une ligne qui passe au-delà de la Picardie ; au Sud, il dépasse la Normandie, englobe la région parisienne et touche la Vendée.

Au cours de l'année 1943, *Alex* a réussi d'importants contacts avec des fonctionnaires de la S.N.C.F., entre autres Delvallez, Meunier et Brunet. Le réseau se grossit d'un apport très important en nombre et qualité, d'agents bien placés pour surveiller les transports et les communications ferroviaires de l'ennemi. Sur ordre de Londres, *Zéro-France* s'attache à déceler les rampes de lancement et les dépôts de fusées (V1). Il repérera quelque 127 bases de lancement (69).

A la fin de 1943, le territoire couvert par *Z.F.* est tel qu'*Alex* le divise en deux sous-réseaux, celui du Nord dont il confie la direction à *Noël* (Mattelet) qui lui succédera en mai 1944, celui de la région parisienne à *Sahara* (Emile Roussel). En 1944, il transfère son propre commandement à Paris, pour échapper aux recherches ennemies. Résolu d'abord à regagner Londres, il fait annuler la décision, craignant que son absence compromette la cohésion du réseau. Jusqu'au bout, même après avoir remis le commandement à *Noël*, il assure lui-même la liaison avec le P.C.C. et continue de veiller, de Paris, à la marche des affaires. Sur le plan du renseignement, *Zéro-France* occupe la première place dans les réseaux belges de France, par le nombre des informations recueillies ; elles sont presque toutes de nature militaire et d'un intérêt particulier dans le domaine des transports ferroviaires et des fortifications alle-

(65) *Rider* et *Rayon* sont des radios du P.C.C., mais ils opèrent aussi, via Paris, pour *Zéro-France*. *Rider* est resté installé chez *Phénix*, malgré les instances des chefs de réseaux, fait qui aboutira à un drame sanglant lors de l'intrusion de *Lambert* (Ledanleur), agent de la *Gestapo* dite de la rue Lauriston, à Paris.

(66) Mort ainsi que les Berrodier, en déportation. Paul Joly est *Compagnon de la Libération* à titre posthume, hommage de la France Libre, en sa personne, aux services rendus à la France par les réseaux belges.

(67) Fusillé sous une fausse identité à Looz, le 5 novembre 1943, avec François, son adjoint.

(68) Décapité à Berlin en 1944. Jean-Louis Delvallez était une cheville ouvrière des secteurs S.N.C.F.

(69) La consigne de Londres est mise en œuvre également par *Phénix*. Le P.C.C. déroge à sa mission pour participer à la même action. *Tailor* repérera à la côte normande, une grosse base de dépôt en construction. A l'actif du P.C.C. un énorme dépôt près de Reims (dans le tunnel de Rilly-la-Montagne à Germaine, sur la ligne ferroviaire Reims-Espenay), que la R.A.F. détruira, sur message du radio *Trube* (Laloux).

mandes du secteur de Rouen (70). A l'estime de Brunet, devenu, après Louis Armand, le président de *Résistance-Fer*, presque toute l'action de résistance du réseau nord et parisien de la S.N.C.F. s'est accomplie dans *Zéro-France*.

4. *Ali-France*

Commandé par Joseph Dubar, dit *Jean du Nord* ou *Jean de Roubaix* ou encore *Simon*, *Ali-France* compte parmi les premières formations des S.R.A. franco-belges. Il ne figure comme réseau autonome à l'ordre de bataille qu'à partir du 8 mai 1944, quand *Jean* est ramené de Londres en territoire occupé par *Pick-up* du S.I.S. français, dans la nuit du 8 au 9 mai. *Jean* reprend pour nom de code, dans cette mission, le pseudo d'un des agents, *Ali*, le douanier français Marc, arrêté par l'ennemi en décembre 1941 (71). Il choisit comme mot de passe, *caviar*, pseudo de Paul Joly, avec qui il jeta, en juin 1940, les bases d'un réseau. Comme le suggère ce double trait, la formation S.R.A. existe dès l'été 1940. Elle s'intègre, à la fin de l'année, dans le réseau belge, *Zéro*, remplit des missions du P.C.B. avant la lettre et se fractionne en 1942, à la fondation de *Zéro-France*. Elle agit donc de bout en bout de la guerre par l'évasion, le renseignement et occasionnellement le sabotage (72).

De même que les formations S.R.A. belges du Midi, celle de *Caviar* et de *Jean du Nord* naît de l'empirisme, sans autre but initial que de combattre l'ennemi de toutes les manières. La première va de soi : aider à fuir les soldats français capturés dans le Nord par les Allemands et les Britanniques qui se sont cachés après la fin de Dunkerque. La seconde s'impose presque aussitôt à l'esprit de *Caviar*, de *Jean* et de ceux qui se groupent autour d'eux : assurer non plus seulement l'évasion mais le retour au combat des évadés militaires et l'envoi des volontaires dans le pays où continue la lutte par les armes, la Grande-Bretagne. L'affirmation de la résistance britannique conduit les groupes de *Caviar* et *Jean* à l'idée du renseignement. Elle prend corps surtout dans les contacts avec les Belges.

Il n'est pas possible de dire quel Belge a fait la première liaison avec les Français du Nord. De témoignages, écrits et oraux, de l'époque et d'après, il ressort que plusieurs contacts ont eu lieu, à la fin de l'été ou en automne 1940, avec des aviateurs, avec le service *Martiny-Daumerie*, avec *Zéro* et avec *Luc*. La jonction a vraisemblablement été réalisée de divers côtés à la fois. Proba-

(70) *Zéro-France* disposait, contre paiement d'une somme mensuelle assez élevée, des plans et renseignements fournis par un architecte du service de la construction allemande du Mur de l'Atlantique. Cet agent double et vénal a été condamné après la guerre.

(71) *Carmen* (Raymond Marc), fille d'*Ali*, sera arrêtée à Templeuve, en 1943, quand elle vient y accueillir, pour le passer, Arnaud Fraiteur, l'exécuteur du traître Paul Colin, directeur du *Nouveau Journal* à Bruxelles. Mme Marc et son jeune fils, Pierrot, n'en poursuivront pas moins leur activité dans le réseau jusqu'à la fin de la guerre.

(72) Voir plus haut, au chapitre P.C.B.

blement le premier contact fut-il celui de Jules Doudelet (73), qui rencontra, en automne 1940, « l'homme au capuchon », alias *Léon* (Jules Correntin) de Tourcoing, futur chef de lignes du P.C.C. Par ailleurs, Paul Joly, petit industriel roubaisien, ne manque pas de relations en Belgique ; son ami, Joseph Verbert, patron du café roubaisien l'*Univers*, a travaillé plusieurs années dans l'industrie textile du Courtrais. D'autres membres du groupe, tel Lefèvre, entretiennent des rapports suivis avec des Belges. Le major aviateur, Georges Hansoul, dont le contact avec *Jean* est décisif, est un ami de Pierre Vander mies et du colonel Daumerie, chef de l'Aéronautique civile belge ; personnellement ou par celui-ci, il connaît *Cim* (Fernand Kerkhofs) (74), le fondateur de *Zéro* ; il entretient des relations étroites avec d'autres officiers qui, eux, travaillent avec *Luc* ou qui connaissent les militaires belges du Midi et leurs desseins. On le voit, les premiers réseaux belges n'ont qu'un cloisonnement très lâche. Tous cherchent la trouée vers la France méridionale ; leurs routes se mêlent, ils échangent des informations et s'entraident.

Dans un rapport établi à Londres, le 11 janvier 1944, *Jean du Nord* écrit : « Je crois pouvoir dire que je suis officiellement au service des Belges depuis janvier 1941 ». Il précise, dans un autre rapport du même mois : « En janvier 1941, j'ai commencé à travailler pour le service *Négus* Hansoul (*Négus* est le pseudo d'Hansoul). J'ai reçu le premier groupe d'aviateurs. Le contact avait été pris par l'intermédiaire de ma femme. De ce premier groupe font partie Van Dyck, Guillaume, Vander mies, Gazon. Je les ai évacués par la ligne que j'avais montée pour les Anglais jusqu'à Marseille ». *Jean* écrit encore que son activité antérieure à janvier 1941 « concerne plus spécialement nos amis anglais ». Il a donc fait du passage d'hommes, avant 1941, avec une formation déjà organisée, puisqu'il était alors en rapport « à Marseille, avec le capitaine Murschie ». Il écrit encore, en janvier 1944, qu'il a « aussi, pendant cette période, fourni à Paul (Joly) des renseignements militaires de toutes sortes, avec plans » et que « Paul disait avoir une ligne d'évacuation vers l'Angleterre » (75). A l'estime de *Léon* (Jules Correntin), Paul Joly connaissait déjà le *Négus* avant janvier 1941 ; tant Paul que *Jean* — celui-ci le consigne dans son rapport — les deux hommes se sont rendus à Bruxelles et ont pris contact avec *Cimetière* (Kerkhofs) et son adjoint, Jean Moens. *Jean du Nord* écrit qu'après le convoi de janvier 1941, son groupe a travaillé « entièrement pour le service *Zéro* » et qu'à partir de ce moment-là, il a « plus de Belges que d'Anglais à évacuer vers la France non occupée ».

(73) Doudelet habitait à Bruxelles et était une des têtes de *Martiny-Daumerie*, le premier réseau belge à recevoir des radios-parachutistes. *Martiny* était près de la Roche-en-Ardenne, le 13 octobre 1940. Jules Doudelet fut arrêté l'année suivante et fusillé, en Allemagne, avec le colonel Daumerie, *Martiny*, Elias et d'autres agents du réseau. L'adjudant Léon Delaissé qui s'établira à Perpignan, en 1941, pour le compte de *Benolt*, « est mis en relations, écrit-il, avec les services Roubaix Paul Joly - Joseph », en décembre 1940.

(74) *Cim* ou *Cimetière*, pseudo tiré de la traduction française du nom de Kerkhofs. L'origine des pseudonymes est variée. *Négus* est venu la physionomie d'Hansoul : teint bronzé, chevelure noire et crépue.

(75) Cette ligne paraît bien aboutir au 2e Bureau via *Benolt* (Doyen) selon des notes adressées à Londres par Vander mies, en 1941.

Les origines d'*Ali-France* et son orientation vers *Zéro* étant précisées, il est plus facile de comprendre l'évolution de *Jean* et celle de *Caviar*. Le premier était remarquable dans les liaisons, les passages, la création de lignes. Le second était plus doué pour le renseignement et son organisation, ce qui explique son affectation à *Zéro-France*. L'incorporation du groupe roubaisien dans *Zéro* fit de ce réseau, dès le début de 1941, le mieux informé des possibilités de travail clandestin dans le Nord et des passages vers le Sud.

Ali-France agit donc, depuis janvier 1941, dans l'orbite de *Zéro*, puis, à partir de l'automne 1942 jusqu'en mai 1944, dans le cadre du P.C.B. Il évacue des courriers et des hommes vers le Midi ; il récupère les agents et le matériel parachutés (76). telles sont ses tâches essentielles. Il fournit aussi des renseignements militaires et des informations sur le fonctionnement des services. Ses lignes de passage relaient à Paris, la Haye-Descartes, Châlons-sur-Saône (principal passage de la démarcation), Lyon, Toulouse et Marseille. A partir de 1943, l'évacuation des colis décroît dans une forte proportion, mais les passages de courrier augmentent de la même manière (77).

Le 8 mai 1944, *Jean du Nord* quitte l'Angleterre pour la France, en compagnie de l'ancien radio de *Zéro* puis, du P.C.B., *Roll*, rebaptisé *Elton* (René Bruaux) pour cette nouvelle opération. Sa mission est la suivante, d'après le document officiel de la S.E. : le service *Ali*, complètement indépendant, « est chargé de l'évacuation des courriers par P.U. et par M.P.U. et de la réception des containers et des agents parachutés ». Il doit avoir des « liaisons latérales » avec *Phénix*, le P.C.C. et *Zéro-France*. (Les contacts avec *Phénix* sont exclus, in extremis, à la nouvelle du sautage du réseau). Sa mission prévoit des liaisons avec les réseaux *Marc* (un axe d'évacuation) et *Boucle* (établissement d'une boîte de secours).

Avec l'aide d'*Elton*, *Jean* applique ce plan qui demande aussi l'établissement de nouvelles lignes de courrier, ce qui n'ira pas sans peine. Les conditions du terrain empiraient de semaine en semaine ; la préparation du débarquement par les bombardements aériens, paralyse peu à peu les chemins de fer et raréfie le trafic routier surtout diurne. D'autre part, les instructions sont ou mal conçues ou mal transmises ou inexplicables, en bien de cas, dans les liaisons avec le P.C.C. qui avec succès, après le débarquement et l'offensive du Cotentin en lançant des missions à travers le front.

Le travail accompli par *Ali-France* tout au long de la guerre peut s'apprécier à la lumière de quelques données. *Jean* s'est occupé de son premier parachutage en octobre 1941 (78). En tout, d'après un rapport de Londres de février 1944, il a transporté 104 courriers et réceptionné 21 parachutés avec

(76) Les parachutages d'agents ont lieu dans le Nord pour cette raison. Les parachutistes ont, pour la plupart, des adresses de contact à Roubaix, entre autres au café de l'*Univers* et chez les Berrodier, qui sont fleuristes.

(77) Le gros mouvement des évasions est terminé. D'autre part, la récupération des pilotes alliés est devenue le monopole de réseaux qualifiés tel *Comète*, qui se ramifie en France.

(78) *Binder* (Joseph Austraet) est parachuté dans le Nord pour *Zéro* le 1^{er} octobre 1941. Son matériel de radio est récupéré par *Jean*. *Binder* sera arrêté le 18 mars 1942.

leur équipement. D'autres documents déclarent qu'il a évacué en juillet 1940 à juillet 1941, plus de 100 Britanniques et, durant toute sa carrière environ un millier de Belges au nombre desquels se trouvaient les principaux agents brûlés. Sur 700 hommes officiellement contrôlés et passés par le service de *Jean du Nord*, un rapport d'après-guerre chiffre à 3 % seulement la proportion de ceux qui ne sont pas arrivés à Londres. Le même rapport dit que les huit-dixièmes des parachutés belges ont été réceptionnés sans accident par le service de *Jean*. Sa photo et des spécimens de son écriture tombent aux mains de l'ennemi, au moment de l'arrestation de sa femme, de son cousin et de son oncle, Jean-Baptiste Lebas, député-maire de Roubaix (avril 1941). Sa tête est mise à prix à cette époque.

Le groupe de *Jean* est surtout implanté dans le Nord, mais il a des hommes et des équipes aux endroits que nous avons cités et cela pendant la période qui va de 1940 à la fin de 1943, au moment de son départ par P.U. à Londres. Pour la seconde partie de son activité, il a des équipes dans le Nord, un relais à Paris, un centre d'opérations aériennes en Touraine et les liaisons latérales que son ordre de mission lui a prescrites. Le bilan se passe de commentaires. L'activité de *Jean* et des siens dans le passage d'hommes et de courriers, est considérée, à juste titre, comme exceptionnelle par son ampleur, sa durée et ses résultats. A armes égales, aucune formation n'a donné plus de fruit qu'*Ali-France* avec ses quelque 300 agents.

METHODE ET SOURCES

1. La méthode la plus efficace pour retracer l'histoire des réseaux, nous paraît celle qui est aussi la plus simple : suivre la chronologie. Elle permet de voir l'évolution des réseaux qui, elle-même, répond à celle de la guerre. Ainsi du déplacement du centre de transmission des courriers et de la coordination des liaisons : il passe, au début de 1943, de la zone non occupée à Paris ; l'organisation en est modifiée. La raison fondamentale ne s'en trouve pas dans les arrestations dont le P.C.B. - P.C.C. est victime en zone non occupée. Ce motif est accidentel, le fait déterminant est ailleurs. Le Midi a joué un rôle capital de 1940 à 1943, parce que la zone non occupée permettait à moindre risque une concentration des « colis », c'est-à-dire des évadés et des courriers ainsi que leur acheminement en Espagne. Durant ces deux années et demie, l'évasion avait une ampleur considérable ; ce n'est plus le cas après l'occupation de la zone dite libre (79).

(79) Autre exemple : l'intérêt stratégique de la côte de l'Atlantique amène un déplacement de l'activité d'Est en Ouest, en 1942 ; il est à la base de la création de *Delbo-Phénix* et de *Zéro-France*, tous deux localisés dans la zone occupée, du Nord jusqu'à Bordeaux.

2. S'il est indispensable à la clarté de l'exposé de suivre l'ordre chronologique, il est non moins nécessaire de procéder à la relation de l'histoire, réseau par réseau. Mais il convient de ne pas isoler un réseau, dans la recherche de son histoire. Il est impossible et cela complique la tâche, de ne pas avoir présente à l'esprit, ce faisant, l'activité des autres réseaux, non seulement de France mais de Belgique. Les implications de l'action des uns et des autres sont nombreuses et constantes. Il en résulte que la clé d'une situation, la genèse d'une affaire peuvent se trouver dans les dossiers d'un réseau extérieur à la France, sans que les archives en donnent l'indication. L'expérience de guerre ou celle des archives révèle que des données importantes ou des pièces de valeur sont consignées dans un dossier individuel, qui peut être celui d'un agent d'un réseau extérieur (cfr *infra*, sources).
3. Un réseau n'est pas un élément statique, en dépit du vocable qui fait songer à une toile d'araignée. Son aspect se modifie continuellement. Son existence est la continuité d'un long combat qui tient beaucoup plus de la guerre de mouvement que de position. Retracer l'histoire revient à prendre des instantanés pour refaire le film de la naissance, du développement, des accidents et de la fin des réseaux. Pour cela encore la chronologie est le meilleur fil d'Ariane de l'historien.

Sources

Cette étude est le premier essai historique qui ait pour objet les réseaux de renseignement belges de France. Il n'existe pas d'ouvrage de référence en dehors des œuvres générales consacrées à la guerre et à la Résistance. La connaissance de celles-ci est nécessaire comme l'est une science générale pour apprécier un phénomène particulier, mais cela su, tout le travail historique repose sur l'inventaire et le dépouillement des archives, la recherche de témoignages, la confrontation des documents : ceux de Londres avec ceux du terrain, ceux des alliés avec ceux de l'ennemi, et enfin sur l'expérience personnelle.

1. La principale source de documentation se trouve dans les *archives de la S.E.* Celles-ci sont diverses. Elles comprennent peu de documents allemands, d'après les investigations que nous avons pu mener.
2. Les plus importants documents de la *S.E.* sont ceux qui viennent des *archives de guerre* et ceux qui ont été établis immédiatement après la guerre pour reconnaître officiellement par l'application du statut S.R.A. (arrêté-loi du Régent) l'activité des agents.

Des archives de guerre figurent souvent dans des dossiers de réseaux ou d'agents établis après la guerre. Il faut donc tout inventorier et examiner dans le détail. Se borner aux dossiers généraux et à ceux des agents principaux conduirait à une vue trop schématique ou incomplète de l'histoire. C'est dans un dossier individuel que nous avons retrouvé une longue note ministérielle exposant l'origine et le fonctionnement du Service E. et

de la caisse du même nom, c'est-à-dire d'un organe assez important de l'Evasion en 1940-41, dans le Sud de la France.

Tout agent S.R.A. reconnu a fait l'objet d'un dossier personnel, dans la liquidation des réseaux, à la fois pour les services de la *France Combattante* et pour ceux de la S.E. A côté de ces dossiers personnels ont été constitués des dossiers généraux par réseau ou par antenne (poste extérieur de la S.E. en pays non belligérant). Ces dossiers généraux contiennent les uns, établis après la libération, un état général du réseau, les listes des agents et divers documents parfois d'administration courante ; les autres établis à Londres, mais incomplets ou désordonnés, des fiches, des rapports et des documents qui ont été confectionnés durant la guerre. Enfin, des fractions de courriers, des inventaires d'envois, des photocopies de documents d'espionnage sont déposés aux archives, le plus souvent en vrac, à la différence de dossiers établis après la guerre qui sont complets et en ordre.

Retracer l'histoire des seuls réseaux de France exige donc, rien que pour les archives de la S.E., la consultation de plusieurs milliers de dossiers. Pareil travail, qui exigerait des années, nous est facilité par une connaissance assez étendue des opérations et des effectifs. Il n'en résulte pas que la mémoire puisse toujours suppléer l'impossibilité matérielle de tout lire, ni que l'on ne doive pas aussi réinterroger les acteurs survivants de cette histoire pour renouer des fils que la consultation patiente des archives ne permet pas toujours de rattacher.

3. Nous en arrivons ainsi aux *témoignages* et aux documents que possèdent encore des agents S.R.A., entre autres des chefs de réseaux et de secteurs.

Un quart de siècle après les faits, le témoignage du clandestin est souvent fragile, s'il n'est pas éclairé par le document et recoupé par d'autres témoignages. Pareille vérité ne demande pas de démonstration. Lorsque la mort n'a pas dévasté un réseau, les chefs de celui-ci ou des agents importants ont en leur possession des documents grâce auxquels ils peuvent étayer un récit. Malheureusement, dans le cas des réseaux de France, les deux-tiers des chefs qui les ont dirigés, ont disparu. Des archives de *Zéro-France*, le réseau le plus riche en documents ordonnés, se sont perdues, alors qu'elles existaient encore, il y a dix ans.

4. Les archives de la S.E. contiennent peu de *documents allemands*, d'après les investigations que nous avons pu mener. La documentation existante pourrait être complétée en recherchant les *procès-verbaux des interrogatoires et des enquêtes* auxquels les services belges et alliés de sécurité militaire ont procédé, en 1945 et ultérieurement. La S.E. n'en possède que des fragments dont plusieurs, toutefois, nous ont été très utiles pour expliquer certains « accidents » ; mais, aucun des états que l'*Abwehr* dressait régulièrement sur l'espionnage belge, n'est en notre possession. Les *dossiers de l'Abwehr IIIIF*, principalement de Bruxelles et de Paris, seraient d'un intérêt considérable pour l'historien. A défaut, on devrait y suppléer par la consultation des documents tirés des *principaux procès* (conseils de guerre) où ont comparu, soit en accusés, soit en témoins, des membres des services

allemands, du S.D. (Gestapo), de la G.F.P. (*Geheime Feldpolizei*) et de l'*Abwehr*. Il n'est évidemment pas possible de se contenter des comptes rendus judiciaires qu'ont publiés les journaux, à l'époque.

Les documents allemands dont nous avons disposé, ne donnent pas des photographies exactes de l'état des réseaux. L'ennemi ne connaît jamais qu'une partie de la réalité ; ses affirmations doivent être confrontées avec les documents alliés et les témoignages des agents. Il est nécessaire aussi de connaître la structure, le mécanisme et les rivalités des services allemands pour juger leurs pièces. Ainsi les objectifs de l'*Abwehr* diffèrent-ils de ceux de la *Gestapo* ; le premier s'efforce d'en apprendre plus long sur un réseau avant d'agir, la seconde, plus dangereuse pour les hommes que pour le réseau, se satisfait plus vite des arrestations. Dans certains des interrogatoires que nous avons analysés et qui ont été faits après la guerre, des erreurs sont dues à une chronologie inexacte ou encore au désir des Allemands prisonniers de ne pas découvrir des informateurs, même après la défaite du Reich. Il est normal aussi que le chasseur surestime la valeur de ses prises (cfr *infra*, le cas de *Luc*) pour gagner la considération. Cependant, ce défaut est rare dans les interrogatoires menés immédiatement après la guerre ; les Allemands, alors prisonniers, craignant d'être inculpés, ont plutôt tendance à minimiser leur rôle dans le combat contre les réseaux.

5. D'autres sources devraient encore être consultées, si l'on veut faire le tour de toutes les possibilités de documentation. Ce sont celles de la 2^e Direction militaire (Défense Nationale) des Affaires Etrangères, du Commissariat au Rapatriement (Santé Publique) et des organismes alliés — français surtout — qui ont hérité des archives allemandes (*Abwehr*, G.F.P. et *Gestapo*) ou de documents judiciaires relatifs aux procès d'espionnage pendant (Vichy) et après la guerre, en France (80).

Pour mémoire, mention doit être faite des sources britanniques que l'on sait gardées par la tradition rigide du Secret Service... Mais, il n'est certainement pas impossible d'obtenir d'acteurs, des informations utiles, si limitées fussent-elles.

Enfin, le chercheur est aidé par les ouvrages d'histoire. Nous n'en connaissons qu'un seul jusqu'ici qui ait pour sujet des épisodes de l'histoire d'un de nos réseaux de renseignement de France. *Le Passage de l'Iratty* de William Ugeux.

(80) Une source importante de documents allemands microfilmés se trouve à « *The American Historical Association Committee for the Study of War Documents and The National Archives and Records Services* ». Le Centre belge d'histoire de la Seconde Guerre mondiale a acquis des copies de certains de ces films, entre autres ceux qui sont indexés sous les numéros 75994 et 59030 qui contiennent les rapports bi-mensuels et annexes de la « *Geheime Feldpolizei* » (Bruxelles) respectivement pour les périodes octobre 1940 - avril 1943 et avril-juillet 1944. Ces rapports de l'organe d'exécution de l'*Abwehr* sont laconiques et ne mentionnent qu'une partie, pas toujours la plus importante, des affaires d'espionnage.

Quelques observations de critique historique

Un inventaire général des archives et la mise sur fiches des indications essentielles, surtout de la chronologie de l'action, seraient de nature à faciliter considérablement la relation de l'histoire ou au moins à la guider : mais, c'est une tâche très longue et que rend plus ardue le retard d'un quart de siècle.

Nous avons indiqué le rôle primordial de la chronologie du fait que l'action des réseaux est enchevêtrée. Nous avons dit aussi qu'il n'est pas possible de recueillir les matériaux nécessaires à la reconstitution de l'histoire d'un réseau et, en particulier, des réseaux de France, en ignorant les autres réseaux. Le rôle des réseaux de France et même, pour une large part, leur existence ont été commandés par la nécessité de relier la Résistance belge au monde libre. Tous les passages d'hommes et de courrier ont dû se faire, en règle générale, par la France. Beaucoup de chefs de réseaux sont venus de Belgique et tous, même s'ils n'en sont pas venus, ont été en rapports étroits avec les réseaux de Belgique.

Quatre réseaux, *Benoît*, *Sabot*, le *P.C.B.* - *P.C.C.* et *Ali-France* ont consacré toute leur activité ou une partie majeure de celle-ci à la transmission des courriers et au passage des hommes. Leur action a continuellement réagi sur celle des autres réseaux. Le plus grand nombre des parachutages et des autres opérations aériennes a eu lieu en France, pour l'ensemble des réseaux belges. Enfin, l'action ennemie s'est exercée, elle aussi, en liaison avec les services allemands de Bruxelles. Le réseau *Zéro* surtout a été mêlé à l'activité des réseaux de France et son histoire est liée à la leur.

Le chercheur et l'historien sont donc contraints de se documenter sur l'ensemble des réseaux.

Nous avons signalé le problème de la valeur des sources et des documents, ainsi que celui de leur interprétation. Le chercheur se trouve en présence de documents d'origine belge pour la plupart, mais de deux époques : pendant et après la guerre, d'appréciations portées par un réseau sur un autre, par un chef sur un autre, par Londres sur le terrain et vice-versa.

Les règles de la critique interne et externe permettent d'apprécier la valeur des documents et l'importance des faits. Nous l'avons indiqué, selon le temps (guerre ou après-guerre), le lieu (Londres ou le terrain), la compétence et la situation de l'auteur, le document varie de valeur et de crédibilité, tout comme variait le renseignement durant la guerre.

Certaines statistiques sont des estimations approximatives, d'autres, des comptes précis. Dans les passages d'hommes, les deux sortes se rencontrent. Si l'on prend les rapports établis sur le terrain par la ligne *Nanson* (Nottet) ou par *Delarue* (Wolf), les comptes sont d'une précision rigoureuse. Pour *Benoît* ou pour d'autres périodes de *Sabot*, les estimations sont moins sûres ou même elles font défaut.

La masse des courriers transmis est presque impossible à évaluer pour chaque période de l'histoire sauf pour la dernière, où l'on dispose d'appréciations établies, *in tempore*, par le *P.C.C.* La valeur du renseignement transmis ne peut être décelée que par les appréciations portées par les chefs, par Londres, par les diverses autorités alliées et de manière épisodique, par l'ana-

lyse de certains courriers ou par la présence aux archives de parties importantes des courriers transmis (81).

Nous avons retrouvé un témoignage de S.I.S. (major Page) sur la valeur du courrier belge de juin 1943 ou plus précisément, la relation de « 667 appréciations de rapports d'agents reçus des services du Département » durant le mois susdit. Ce courrier provient des réseaux *Zéro*, *Bâton*, *Tégal* et *Boucle*, à en juger aux citations du rapport de S.I.S. Ce ne peut être là, à notre avis, qu'une fraction du courrier mensuel ; son volume était plusieurs fois plus gros, à cette époque (82). Néanmoins, le jugement porté par les services britanniques revêt un intérêt certain qui fait présumer la valeur du travail des réseaux : 6 % des renseignements sont classés « de grande valeur », 76 % « de valeur », 17 % « de quelque valeur » et 1 % « sans intérêt ». La mention suivante est reprise par le major Page dans les appréciations des services britanniques de la guerre pour ce courrier de juin 1943 : « *Official German documents provided by Belgian Sources have been of the highest value and we cannot have too many of them* » (*Shipbuilding report by Zéro*).

Pour éclairer le problème de la valeur des documents, disons encore que dresser, par exemple, une carte de l'implantation des formations de la Résistance belge en France, durant les années 1940 à 1942 comprise, n'est pas commode. La vie d'un réseau en change continuellement l'image et celle-ci est interférée par celle de l'action semi-clandestine menée dans des organismes officiels belges de la zone non occupée. L'évolution est difficile à saisir par des tableaux. Les sept secteurs qu'aura comptés *Sabot*, ne sont tous à fruit qu'à la fin de 1942, sauf un (*Delpa*), qui a sauté. Des secteurs d'évacuation de *Sabot* il existe deux cartes de 1942 et elles révèlent un changement notable à quelques semaines de distance. L'image de *Benoît*, en 1943, est esquissée, mais seulement pour la zone non occupée, dans un schéma codé (83). Ces documents, qui doivent être interprétés, donnent la configuration du réseau à un moment donné. Certains d'entre eux dressés sur le terrain pour éclairer Barcelone ou Londres, sont plus fidèles que d'autres établis dans la capitale britannique plusieurs semaines après que leur auteur a quitté le terrain d'opération. Le travail de liquidation accompli après la guerre, de 1944 à 1945, a permis de reconstituer des ordres de bataille successifs. Mais, par exemple, dans le cas de *Benoît*, la projection du service dans les organigrammes reprend d'une manière globale et statistique tous les éléments de toutes les périodes du réseau. L'interprétation doit compter avec les données subjectives qui ont pu influencer l'auteur. De tels éléments, nous l'avons noté à propos des inter-

(81) Tel est le cas du réseau *Boucle*, cfr article de M. Jean Dujardin.

(82) Le 28 novembre 1942, dans un rapport adressé à Londres, P. Vandermies déclare « qu'il faut plus de 12 bobines (de films photographiques) par courrier d'un seul service ». Cela suppose la photographie de 1.728 feuilles. En 1944, le P.C.C. transporte, par semaine, des courriers qui représentent 3 à 4.000 documents filmés à raison de 4 bobines et de 36 bobines par film.

(83) De nombreux rapports et câbles sont codés et, de plus, de style très hermétique, si bien que même leurs auteurs ne sont plus en mesure de les expliciter entièrement aujourd'hui. En 1944, le P.C.C. utilisait quatre codes, sans parler de ceux de ses opérateurs de radio.

rogatoires d'Allemands peuvent aussi bien exister dans des documents de source ennemie. Lorsqu'un bureau de l'*Abwehr* déclare par exemple, après plusieurs coups portés au réseau *Luc-Marc*, que pratiquement l'espionnage allié est démantelé en Belgique, l'affirmation reflète beaucoup plus le désir de son auteur, probablement soucieux de sa promotion, que la réalité.

Pour qui a vécu la vie d'un réseau, la détection des éléments de l'histoire est beaucoup moins malaisée qu'elle ne l'est à autrui. On peut dire aussi que celui-là ressent plus vivement la nécessité de pousser l'investigation et qu'il y est porté par l'intérêt particulier qu'il donne à l'histoire. Vingt-cinq ans après les événements, il s'en croit suffisamment détaché pour les regarder objectivement et suffisamment attaché pour souhaiter consigner ce qui a été et dont les témoignages, même négatifs, qu'il a sous les yeux, le confirment dans la conviction que l'action menée par les réseaux fut une œuvre de valeur.

